



Vigilance antifasciste

Bulletin du groupe de travail «extrême-droite»

N° 3 FÉVRIER 2024

PRÉSENTATION DU GROUPE

ARTICLES PUBLIÉS SUR NOTRE SITE DEPUIS SEPTEMBRE 2023 / P.3

FICHE TECHNIQUE : LE RN EST TOUJOURS HOMOPHOBE / P.14

NOTE DE LECTURE : LA SOCIOLOGIE EST UN ART MARTIAL / P.15

FAITS ET MÉFAITS DE L'EXTRÊME-DROITE / P.16

TEXTE EN DÉBAT : L'ANTISÉMITISME N'EST PAS UNE VIEILLE LUNE / P.18



Présentation de notre groupe de travail

La décision de créer un groupe de travail interne à notre organisation, composé de camarades de Paris et de régions a été prise lors de notre réunion nationale de juin 2022. Il a commencé à fonctionner dès le mois de septembre, sur la base de réunions mensuelles.

Il a pour objet de présenter des analyses et réactions sur la situation de l'extrême droite et des droites extrêmes, de préparer des argumentaires et de former des militants de la GES sur cette question.

Il revient au Groupe de Travail d'impulser un travail de réflexion et de formation au niveau des régions des départements et ou des villes (ex: contre-argumentaires , réflexions sur les stratégies d'implantation de l'Extrême-droite, ses liens avec les forces de police locales ou avec certaines structures de l'Etat.).

✓ Parce que l'ensemble des structures de la GES sont concernées par cet aspect politique de notre activité militante.

✓ Parce que l'antifascisme n'est pas, pour nous, une fin en soi, mais demeure nécessaire tant que l'extrême droite, le fascisme et ses racines ne seront pas éradiqués.

Nous proposons à toutes celles et tous ceux qui veulent agir contre l'extrême droite de commenter, augmenter, corriger et partager des informations, de se former, d'informer et de transmettre. Nous avons à cœur d'analyser et d'alerter notre organisation, de travailler avec d'autres, de ne pas perdre de vue que l'activisme antifasciste ne doit pas être un entre-soi viriliste mais au contraire de créer et de stimuler un mouvement de résistance et de vigilance contre le fascisme.

Nous alimenterons le site de la GES autant qu'il le faudra et porterons nos analyses dans l'organisation et nous proposerons des formations aux militants de la GES.

Tant qu'il le faudra.

HABITS NEUFS, VIEILLES RECETTES ?

29 OCTOBRE 2023

Depuis les ABCD de l'égalité, il est clair que l'offensive réactionnaire des « anti-genres » se poursuit et se décline sur de nouveaux thèmes. Depuis la Manif pour tous, la désinformation déferle avec grand bruit pour dénoncer des « cours d'éducation sexuelle dès la maternelle, avec exercices pratiques ». On se souvient d'Alain Soral et de Farida Belghoul, cette dernière avait organisé la « Journée du retrait des enfants » (JRE) soutenue par Civitas.

Christine Boutin et son parti Chrétien démocrate, avait fait annuler des conférences sur le genre destinées à la formation des enseignants. Il y a dix ans le concept qui faisait peur était le genre. Dix ans de bataille idéologique contre l'égalité entre les femmes et les hommes et contre les stéréotypes.

L'extrême droite a perdu cette bataille mais entend gagner la guerre. Une guerre contre, d'après Zemmour, « le grand endoctrinement » que les enseignants planteraient dans le cerveau de nos enfants.

Leur combat contre l'homosexualité, la bisexualité et la transsexualité laisse penser que l'Éducation nationale considère que ces questions sont des « priorités ». Il s'agit d'une certaine continuité idéologique que l'on a pu retrouver chez Jean Frédéric Poisson, président de la Voie du Peuple et ses partisans, qui ont rejoint la campagne présidentielle de Zemmour en décembre 2021. Aujourd'hui Zemmour et Reconquête remettent le couvert avec Parents Vigilants via le collectif « Protégeons nos enfants » et leurs théories complotistes qui propage une parole LGBTIphobe et raciste.

Après sa défaite électorale, Zemmour a donné sa ligne pour les années qui viennent, à la fois pour se refaire une image et essayer de conquérir une base d'électeurs : s'en prendre à l'école publique et ses enseignant.es, tous dangereusement de gauche.

Avec l'appui d'un réseau de « parents vigilants », le collectif Protégeons nos enfants entend ainsi dénoncer les enseignements jugés trop en faveur de l'immigration ou des droits des LGBTI+.

Nous avons interrogé Laurence De Cock, historienne et enseignante (syndiquée SNES-FSU École émancipé) et Matthieu Brabant, enseignant en lycée professionnel (militant CGT-Educ'action), tous deux membres de la Gauche Ecosocialiste, sur les développements récents de ces campagnes haineuses.

Les élections des représentants des parents d'élèves se sont tenues vendredi 13 octobre. Zemmour, après avoir appelé ses partisans à se présenter, s'est vanté d'avoir remporté 3500 sièges pour les listes « Parents vigilants ». Si en termes de sièges ce n'est pas énorme, reste à voir à quoi cela correspond. Pour autant peut-on parler d'une offensive massive que mène l'extrême-droite et en particulier Zemmour avec « Parents vigilants » et surtout comment interpréter cette irruption de listes d'extrême-droite au sein de l'école ?

Laurence De Cock : C'est une mauvaise nouvelle car c'est l'institutionnalisation de groupes de pression particulièrement dangereux. Ces résultats correspondent, à peu près à 1,5% des sièges en France, puisqu'il y en a 245 000 pour le 1er degré et 44000 pour le second degré. Pour le moment nous ignorons si c'est majoritairement dans l'enseignement privé ou dans le public. Zemmour ne l'a pas précisé et cela comporte, à la fois un effet d'annonce et un effet de propagande. Mais il faut aussi rester serein car on est loin de l'entrée en force dans l'institution.

De fait, ils vont continuer d'agir sur les réseaux sociaux plutôt que dans le cadre d'institution.

Matthieu Brabant : Laurence a raison, il faut relativiser. Les élections de parents d'élève restent toujours minoritaires, les groupes un peu organisés, comme la FCPE, sont en perte de vitesse impressionnante. Dans mon village, par exemple il n'y a pas la FCPE, ce sont des associations locales, qui n'ont rien à voir avec Parents vigilants. C'est juste pour dire que c'est toujours un peu compliqué.

Donc s'ils annoncent 3500 élus, ça montre tout de même qu'ils sont un tout petit peu organisé dans leur réseau et qu'il faut effectivement faire attention à leur effet de communication. De plus, pour le moment nous n'avons encore aucune idée des secteurs concernés : le 1er degré ou le second degré, pour le moment c'est un peu compliqué de le savoir.

Ce qui est certain, c'est qu'ils vont continuer avec la même stratégie. Simplement s'ils ont quelques pieds dans certains conseils d'école, dans certains conseils d'administration, il faut s'attendre à ce qu'ils sortent des trucs encore plus dégueulasses qu'avant, parce qu'ils vont peut-être

avoir accès à des documents encore plus sensibles et il faudra être encore plus vigilants. Sinon cela montre qu'ils essaient de monter en puissance et qu'ils profitent aussi d'une grosse faiblesse des organisations de parents d'élèves en France.

Laurence : On a en outre la configuration typique de la stratégie des zemmouriens : énormément de bruit, d'activisme, en utilisant tout un tas de canaux numériques qu'ils maîtrisent parfaitement. En revanche quand il s'agit de quantifier et de s'organiser, c'est encore sur des fondements très minoritaires. Ce n'est pas pour relativiser le danger car, et là où Matthieu à raison, ils ne vont sans doute pas tellement être nocifs sur les lieux mêmes, on n'a pas affaire à des grands courageux, mais en revanche ils auront la possibilité de pomper de l'information et la rendre publique sur leur réseaux dans le cadre de leur activisme. Cette offensive de "parents vigilants" s'inscrit plus généralement dans la guerre culturelle que mène l'extrême-droite : ils sont à la fois sur des thèmes de « migrations », en plus des questions de genre et de sexualité. Ils s'appuient sur certains sites qui proposent des lettres types pour retirer les enfants de l'école en cas de cours d'éducation sexuelle ou encore des formulaires pour les dénoncer. C'est dans la continuité des offensives de Farida Belghoul et Alain Soral, avec la même déclinaison.

Pensez-vous, que cette campagne de harcèlement numérique vis-à-vis des enseignants, avec des propositions de lettre type de harcèlement à leur encontre, est aussi une évolution sur la méthode par rapport à une dizaine d'année. Est-ce signe que ce type d'attaque se cantonnera au numérique avec la proposition de lettre type pour le retrait des enfants de l'école et non des tractages aux abords des établissements scolaires ?

Matthieu : Aujourd'hui, ça monte en puissance car ils ont eu un candidat à la présidentielle, ils ont un parti politique, ils ont du fric et une candidate aux élections européennes, Marion Maréchal Le Pen. Ils ont une puissance médiatique qui est plus importante qu'avant, même si le moment des ABC de l'égalité à Montpellier était un peu massif avec les journées de Retrait de l'école. C'était temporaire mais massif et aujourd'hui effectivement ça fait partie des choses à surveiller.

Tu parles de guerre culturelle, mais à Montpellier, dans le lycée professionnel où j'étais jusqu'à l'année dernière, il y a eu tout un travail sur la question du genre, fait par l'Education nationale dans le plus gros lycée professionnel de France. Il y a une fresque qui a été installée au milieu de la cour, un truc simple comme « Non c'est non ». Cette fresque a été taguée trois fois, c'était toujours signé Génération Zemmour.

La pression existe depuis quelques temps. Toujours dans mon village, depuis au moins le mariage pour

tous, il n'y a pas si longtemps lors du COVID, je trouve assez régulièrement des stickers. Dernièrement j'ai vu arriver quelques petits stickers Parents vigilants, car il y a un groupe à Aniane qui est très actif et qu'ils essaient de travailler en termes de présence.

Au niveau syndical, on a quand même au niveau de l'Éducation nationale un syndicat qui s'appelle Action et démocratie qui est affilié à la CGC, dont le vice-président, qui s'appelle René Chiche, était présent aux Universités d'été de Reconquête, il y a quelques semaines, en s'en glorifiant et en ayant le bonjour de Zemmour. Tu dis bataille culturelle, oui nous sommes dans cette continuité, petit à petit l'araignée est en train de tisser sa toile.

Laurence : On ne peut faire que des hypothèses pour le moment. Sur la question de la continuité, il est clair que la question de l'éducation à la sexualité va devenir un point de crispation comme elle l'a toujours été et reste un sujet à débat. Aujourd'hui, la différence avec les ABC de l'égalité, ceux qui avaient impulsé les offensives en 2014, c'étaient plutôt les religieux et notamment les intégristes chrétiens via Civitas entre autres. Ensuite ils ont bénéficié du contexte du débat sur le Mariage pour tous. Il y a eu une espèce de cristallisation et de rencontre entre les droites et les extrême-droites.

Aujourd'hui, c'est déjà le cas sur des spectacles pour des enfants qui abordent la question de la transidentité, sur l'éducation à la sexualité etc... Ce sont vraiment les terrains sur lesquels ils vont agir, d'une part parce qu'ils savent qu'ils ne seront pas tout seuls sur ces questions et c'est l'occasion de faire des alliances, notamment avec des milieux cathos traditionnels et pourquoi pas dans une perspective électoraliste, avec l'extrême-droite de Marine Le Pen qu'ils estiment beaucoup trop modérée sur ces questions.

Donc on a de fait un danger là-dessus. A noter qu'il y a quand même une différence au niveau de la sociologie électorale des zemmouriens qui est plutôt une sociologie bourgeoise et qui peine à entrer dans les quartiers populaires. Ce qui s'est passé au moment du jour de retrait avec Farida Belghoul et Alain Soral, qui eux ont réussi à rentrer dans les quartiers populaires, c'est notamment dans ces quartiers qu'il y a eu le plus d'absentéisme dans les quartiers autour de Paris, je ne sais pas pour les autres grandes métropoles françaises. A Gennevilliers, Nanterre, on a atteint des taux de classes qui ont été vidées jusqu'à 2/3 tiers de leurs effectifs. C'est par ce biais des intégristes musulmans qu'ils ont pu rentrer dans les quartiers populaires. Je ne sais pas si les zemmouriens réussiront ça, d'une part à cause de leur racisme tellement débridé et plus ostensiblement encore leur racisme anti-arabe et antimusulman. Je ne sais pas s'ils vont aller porter la parole dans les quartiers populaires à majorité immigrée. Ce sont peut-être des petites nuances mais c'est juste sous la forme d'hypothèse. Mais dans les faits on est

quand même dans un contexte d'offensive qui va favoriser, sur la question de la sexualité à l'éducation, de possible coalition.

Pour revenir un peu sur les parents vigilants, c'est peut-être pour Reconquête ! la possibilité de constituer une base de données de possibles contacts. Mais au-delà, et Matthieu l'a un peu évoqué précédemment, est-ce qu'ils auront la possibilité d'avoir accès à des documents des, informations sensibles sur la situation de certains enfants sans-papier et leur famille, que pourraient-ils en faire, les utiliser, relayer ces informations à la préfecture pour de la délation ? Est-ce qu'il y a un danger ou il existe tout de même des filets de sécurité par rapport à ce type de données ? Les parents d'élèves n'y ont pas forcément accès mais peut-on penser que cela peut faciliter une collecte de données sensibles qui pourraient tomber dans de mauvaises mains ?

Matthieu : Moi je serai prudent, quand on est élu parent d'élèves, l'accès aux données sensibles est assez limité. En revanche ce qu'ils peuvent utiliser et en faire de la com, ce sont plutôt les informations sur des projets pédagogiques, mettre en avant des collègues, comme ça existe déjà, mais de manière plus précise dans telle école, tel collège ou pour viser des collègues. L'accès à des données sur la situation des élèves, je ne crois pas. Cela étant dit, c'est une crainte qui existe pour des personnels qui pourraient avoir accès à ces informations. Sur l'Hérault, par exemple, on a identifié une gestionnaire dans un collège qui est militante zemmourienne.

C'est plutôt ce genre de chose qui peuvent être inquiétante plus que sur la récolte des données. C'est sûr que ça va nourrir leur campagne de propagande et d'attaque, on le voit bien avec ce qui s'est passé au niveau de la collègue dans le Nord, qui a été attaquée par les parents vigilants, qui sort un ouvrage dont la Voix du Nord fait la promotion le jeudi 5, le vendredi il y a eu l'attentat à Arras. Les réseaux se sont mis en place pour lui tomber dessus en la rendant en partie responsable de ce qui s'était passé. Cette mise en réseau, cette capacité à être réactif, dont il faut surtout s'inquiéter, plus que sur la collecte de données par parents vigilants. En revanche à force d'avancer, peut-être qu'ils finiront par entrer dans l'administration et avoir accès aux données sensibles. Si quelqu'un dans un rectorat au niveau d'une DPE (division des personnels enseignants) est militant zemmourien, là il aura un accès et c'est dangereux. Cependant ça peut arriver dès aujourd'hui et ça aurait pu arriver il y a quelques temps déjà.

Laurence : Je suis d'accord. Il faut vraiment savoir aussi dans quels types d'établissements ces personnes ont été élues. Je fais vraiment le pari que ce sont des établissements des quartiers plutôt favorisés, dans lesquelles les configurations que

tu donnes, notamment sur les élèves sans papiers ou en hôtel social sont assez rares. Encore une fois nous devons aussi être vigilants, il faut leur piquer la vigilance, mais je ne crois pas que ce soit ça le danger immédiat. Je pense en effet comme Matthieu, que ce sont plutôt leurs capacités à cibler des enseignants et à faire en sorte que certains cours n'aient pas lieu. Cibler des contenus d'enseignement, des pratiques enseignantes et des noms d'enseignants, pour l'instant c'est vraiment leur répertoire d'actions.

Par rapport à ces attaques, que fait le gouvernement à part rédiger une circulaire qui donnera un cadre, un protocole ? On voit que rien ne se passe, si ce n'est mettre sous protection policière l'enseignante, ce qui est normal par ailleurs. Mais c'est à priori la seule solution à proposer : une mutation pour résoudre le problème. Et au niveau syndical, que se passe-t-il à ce sujet pour accompagner, soutenir ou encore pour protéger tous les personnels.

Matthieu : Il y a une intersyndicale qui avait été lancée au moment de l'élection présidentielle, qui a un peu perduré, mais qui ne comprend pas tous les syndicats évidemment, avec un axe FSU, SUD CGT UNSA, CFDT. C'est déjà pas mal, mais il en manque quelques-uns qui ne sont jamais très clairs sur ces questions, comme FO, le SNALC et Action et Démocratie (CFE-CGC).

Cette intersyndicale a demandé à rencontrer plusieurs fois le ministre avant l'été sur ces questions de menaces que l'extrême-droite fait peser sur les personnels. Elle a été reçue au tout début de l'été par Pap N'Diaye - qui donnait tout ce qu'il avait à donner avant de partir - si vous vous souvenez un petit peu, au même moment il était intervenu à l'Assemblée Nationale en disant qu'il était le chantre contre l'extrême-droite. Cela ressemblait un petit peu à un signal qui disait : je vais partir, j'essaie de faire un peu plaisir à tout le monde, je refais un petit peu de politique.

Depuis Gabriel Attal, il n'y a pas grand-chose. Comme au niveau intersyndical, il n'y a pas une prise en compte très sérieuse, à part Sud Éducation qui a réagi par rapport à la campagne qui est menée sur l'éducation à la sexualité. Je ne peux pas dire qu'il y ait beaucoup de réaction, ni en mode unitaire ni chacun de son côté. Il y a quelque chose de sérieux à travailler. Du ministère je n'attends pas grand-chose : Gabriel Attal, interrogé à la rentrée, a rappelé que ce n'était pas prioritaire. Au niveau syndical, il y a beaucoup de chose à travailler avant que ce soit pris en compte sérieusement. D'autant plus que, de son côté, Action et Démocratie a envoyé un mail à tous les personnels pour dénoncer l'éducation à la sexualité.

Laurence : Je rajouterai qu'on mesure mal ou plutôt on sous-estime le mal qui a été fait lorsque

Benoit Hamon a reculé sur les ABCD de l'égalité en 2014. C'est un recul qui a créé un précédent, sur quelque chose qui n'avait aucun caractère subversif en soi, c'était le truc le plus gentillet du monde. Et là il y a une habitude qui s'est prise de dénoncer formellement le discours de l'extrême droite mais quand même de reculer.

Et ce qui s'est passé avec Sophie Djigo car la sortie qu'elle avait organisé dans un camp de migrants n'a pas été supprimée, elle a été ajournée. Et ce sont à chaque fois des victoires qui sont remportée par les parents vigilants. On pourrait tout à fait imaginer réclamer, lorsqu'il y a une initiative de la sorte, au contraire, qu'elle fasse l'objet d'un soutien sans faille de la part de l'institution, d'un accompagnement, pas seulement policier, mais en terme civique.

Tout à coup, cette sortie scolaire devient un modèle. Et ça c'est quelque chose qu'ils n'ont absolument pas le réflexe de faire. Et ce recul est particulièrement dangereux, cette attitude de dire que c'est grave mais surtout arrêtons tout pour ne pas faire de vagues. Il faut absolument que ça s'arrête et ça pourrait être une revendication syndicale ou intersyndicale, à partir du moment où un enseignant est ciblé par l'extrême droite, il doit obligatoirement avoir le soutien de son institution. On l'a vu aussi, par exemple, dans une affaire moins importante sur les réseaux sociaux. Une enseignante dont le nom n'avait pas été donné, avait donné un exercice dans le 1er degré sur la colonisation, elle l'avait formulé un peu maladroïtement. Elle comparait les aspects positifs et les aspects négatifs. Cela avait fait tout un scandale, dénoncé d'un côté par l'extrême droite, qui disait qu'elle faisait la critique de la colonisation, et du côté des anticoloniaux, qu'elle faisait l'apologie de la colonisation. La réaction de l'institution a été d'envoyer l'inspection. Et ça, on sait bien parce qu'on sait décoder les protocoles, c'est forcément reçu par la collègue comme une punition. C'est ce qui s'est aussi passé pour Samuel Patty. On lui a envoyé l'inspection.

Il y a une espèce d'incapacité de la part de l'institution à tout simplement agir de façon saine, éventuellement en court-circuitant toute cette tuyauterie.

Il faut répondre aussi avec un répertoire d'action qui soit au niveau de l'offensive qu'on subit. Cela pourrait être une revendication portée par l'intersyndicale. Mais pour le reste on est dans la merde en fait parce qu'en réalité ils vont beaucoup plus vite que nous et on ne sait pas penser ça. Et Sophie Djigo, de fait, elle est aujourd'hui clairement en danger. Et là où on voit bien que c'est problématique c'est le jour où il y a eu dans Libération un article⁸ indiquant qu'elle avait justement été ciblée comme responsable de l'attentat contre Dominique Bernard. Libération a donné son nom, sa photo... on voit bien que ce n'est absolument pas réfléchi. La stratégie de défense contre les attaques de l'extrême-droite est un chantier que l'on n'a quasiment pas ouvert.

Un autre exemple, il n'y a pas très longtemps on a

découvert une liste « labellisés intellos de gauche » ; on est une centaine à être dessus, cette liste, qui a quasiment deux ans, a été balancé sur un réseau d'extrême-droite, nous sommes des centaines à être cités. Quelqu'un a rendu cette liste publique sur les réseaux sociaux, alors qu'elle ne l'était pas jusqu'alors, elle tournait sur des boucles telegram, ce qui était déjà grave. Du coup ça a donné une extrême visibilité à une liste de gens, alors que si c'était resté cantonné à l'intérieur d'un groupuscule, nous aurions sans doute pu agir de manière légale directement sur ce groupe sans que la liste de tous nos noms devienne public.

En fait je dis ça parce que j'ai vraiment le sentiment qu'on a une extrême-droite qui maîtrise parfaitement bien les outils numériques, les réseaux sociaux, de mise en visibilité, de mise en cause, de harcèlement etc. En face on a, et une institution et des syndicats et des groupes militants qui ne savent absolument pas faire et ont parfois des réactions totalement contre-productive et qui nous mettent en danger.

Il y a effectivement cette mise en danger, même si on peut penser que pour l'instant Parents vigilants reste « anecdotique », cela va devenir un problème de plus en plus prégnant. Sur X, Zemmour se vantait de remettre dans le droit chemin les enseignants et de pouvoir les harceler. Leur tactique reste du buzz, du harcèlement, mais ils avancent par pallier, ils prennent de l'ampleur. Sans jouer la carte divinatoire, comment pensez-vous que ça peut évoluer et comment l'empêcher ?

Matthieu : Moi je ne sais pas, autant ça peut s'étendre comme s'éteindre. Mon entrée, ce serait plutôt sur la fragilité de l'éducation à la sexualité. Parce que s'il y a un « buzz » autour de cette question en vrai, dans les écoles, les collèges et les lycées, c'est quand même super limité tout ça, comme ce qui est proposé et organisé. En plus avec des enseignant.es qui ne sont pas formé à ça, à fortiori depuis la disparition des formations, le fait que des associations, comme le planning familial, qui nous aidaient beaucoup sur ces questions sont aujourd'hui en difficulté.

A force de labourer le terrain comme ils le font ils arrivent à fragiliser encore plus ce qui l'est déjà à la base, en particulier l'éducation à la sexualité, leur cible actuelle, ils n'ont pas besoin de beaucoup étant donné le peu de force mis par l'institution pour le développement de l'éducation à la sexualité. Le risque est que les choses s'arrêtent petit à petit sans que ça fasse trop de bruit. Pour le reste il faudra effectivement qu'on soit vigilant.

Laurence : J'ajoute deux choses. Premièrement, le harcèlement n'est pas anecdotique, ça peut tuer, ça peut faire plonger des enseignants dans la dépression et ça peut tuer de cette manière-là aussi. Cela les met en danger. J'insiste là-dessus car ce n'est pas juste une première phase préparatoire à la

laquelle on pourrait s'habituer, c'est extrêmement dangereux et l'intersyndicale ne prend pas la mesure de ce que cela produit. Je ne sais pas comment va Sophie Djigo mais sûrement pas très bien.

Pour avoir été quelqu'un d'assez exposée et pas comme elle l'a été, je sais à quel point c'est dur, extrêmement dur. Il ne faut pas le minorer, ce sont des gens qui mettent en danger les enseignants. C'est indéniable et je suis même persuadée qu'on pourrait réclamer une sorte d'arsenal juridique qui permette immédiatement de signaler et de protéger les enseignants auxquels ça arrive.

Deuxièmement, si par malheur ces gens prennent de l'ampleur, et ce n'est pas simplement ces gens d'ailleurs c'est la fascisation de la société, si cela prend de l'ampleur et que d'autres arrivent en soutien, la droite ultra réactionnaire, comme le RN etc., c'est un vrai danger sur l'école tout entière qui va peser. On peut dire que c'est une avancée vers la censure et la sanction des enseignants militants et notamment de gauche, syndicalistes. C'est une intervention sur les contenus de l'enseignement dans le sens de la suppression de ce que vient

d'évoquer Matthieu, mais pas simplement, le roman national, et tout un tas de chose qui sont leurs marottes depuis longtemps. C'est une école de la mise au pas des élèves. Donc il faut quand même bien voir que l'extrême-droite a un programme éducatif et elle est même réputée pour ça. L'une des premières choses que fait le fascisme quand il s'installe dans un pays c'est d'agir sur l'école, c'est la fabrique d'un homme nouveau. C'est extrêmement dangereux. On a un gros, gros travail de résistance à monter et qui procéderait, à mon avis en deux temps:

1. Réfléchir sur ce que l'extrême-droite fait à l'école, ce qu'elle fait aujourd'hui, mais ce qu'elle fait aussi du point de vue idéologique et ce qu'elle prépare comme l'école de demain

2. Comment résister. Que faire, quels outils mettre en place à l'échelle des partis politiques, des syndicats, à l'échelle de la société toute entière de la bataille culturelle et c'est clair que pour le moment on ne les a pas et on est même pas au début de ces 2 étapes.

Propos recueillis par Camille Boulègue

NOTA BENE

Nous apprenons l'organisation par Stéphane Ravier, sénateur NI, d'une rencontre avec les « parents vigilants » au Sénat le 4 novembre.

La CAALAP (Coordination Antifasciste pour l’Affirmation des Libertés Académiques et Pédagogiques) demande au ministre de l'Éducation nationale de prendre ses responsabilités face à ce danger et de se saisir de cette occasion pour témoigner son soutien aux enseignant.es dépendant de son ministère en demandant l'annulation de cette rencontre avec un groupe dont les valeurs et les agissements s'opposent aux fondements de notre système démocratique et menacent ses représentant.es. La CAALAP s'adresse aussi aux parlementaires afin qu'ils se positionnent et affirment haut et fort leur opposition à cette rencontre.

Voir la tribune de la CAALAP du 19 octobre 2023 « Fascisme fondamentaliste, fascisme xénophobe, briser l'étau » : https://www.petitionenligne.fr/tribune_de_la_caalap_fascisme_fondamentaliste_et_fascisme_xenophobe_briser_letau

ULTRA-DROITE, VOUS AVEZ DIT ULTRA-DROITE... ?

3 DÉCEMBRE 2023

A chaque nouvelle provocation des groupuscules d'extrême-droite, après les agressions de militants ou de réunions publiques, à Lyon, par exemple, après la manifestation parisienne du 6 mai, après les pressions et les démonstrations de force contre les élus à Callac ou à Saint Brévin, on nous ressort le terme « ultra-droite », catégorie qui ne nomme rien, n'explique rien et sert la confusion politique.

Le raid à Romans sur Isère de plusieurs dizaines de militants nationalistes révolutionnaires ou identitaires, venus de la France entière, mobilisés par une dizaine de groupuscules locaux, plus ou moins coordonnés, plus ou moins franchisés comme héritiers de Génération Identitaire, dissoute en mars 2021, a remis au goût du jour, dans la presse et dans les communiqués de la police, le terme d'ultra-droite.

Ce terme a été mis en avant dès 1994 par les services de renseignement de la police, qui n'avaient plus (théoriquement) l'autorisation d'enquêter sur les partis politiques et souhaitaient poursuivre leur surveillance sur les militants les plus violents de l'extrême-droite. Une coupure artificielle était alors mise en place entre les organisations politiques, comme le FN d'alors, puis le RN et les activistes partisans de méthodes illégales. Par facilité, cette classification s'est poursuivie et a été systématiquement reprise par la presse. La presse 'main-stream' minimise ainsi la réelle dangerosité des partis d'extrême droite.

Cette « distinction » profite bien entendu à la politique de dédramatisation du RN, à Reconquête et autres partisans de Zemmour qui ont beau jeu de la mettre en avant pour tenter de se dédouaner de

toute proximité avec ce qui est caractérisé dans le discours officiel comme « ultra-droite ».

En réalité, il n'y a pas de hiatus entre ces groupes et les partis d'extrême-droite. Il ne s'agit même pas de proximité, mais d'une très grande porosité entre toutes ces structures, d'un continuum dans les positions politiques, les expressions publiques, la participation des uns et des autres à des initiatives communes.

Ils partagent les mêmes obsessions, le « Grand Remplacement », l'affrontement des civilisations, du niveau mondial jusqu'au plus profond des campagnes françaises. Ils agitent les mêmes épouvantails, ressortis des placards à chaque événement dramatique, depuis l'horrible meurtre par une déséquilibrée de la jeune Lola, il y a un an, jusqu'à la mort tragique de Thomas à Romans. Si on passe en revue les mots utilisés par les principaux représentants du RN ou de Reconquête ces dernières semaines, on y trouvera tout ce qui a servi à renforcer la mobilisation des cogneurs de Romans et à justifier tous les passages à l'acte.

Des exemples : Zemmour a parlé sur tous les plateaux de « francocide ». Il précise : « le tabassage, le viol, le meurtre, l'attaque au couteau d'un Français ou d'une Française par un immigré ne sont pas un fait divers. C'est un fait politique que j'appellerai désormais francocide ». Stanislas Rigault, de Reconquête, rajoute sur BFM : « Des racailles, des barbares venus pour semer la mort. Un francocide, c'est quand des français se font tuer parce qu'ils sont français ». Ces gens là aiment aussi beaucoup parler d'ultra-violence, de barbarie, d'ensauvagement. Laure Lavalette députée RN, y voit les « présages d'une guerre civile », Marion Maréchal n'est pas en reste quand elle parle d'une « meute de barbares », Eric Ciotti décrit le jeune Thomas comme « une victime de l'ensauvagement ».

Qui sont ces « barbares » qui mènent une « guerre de civilisation contre les français » ? Pas la peine de chercher bien loin, il suffit de tendre l'oreille aux discours de ces gens-là. Des « racailles venues d'une cité » pour l'avocat proche de LR Thierry de Montbrial, une « razzia » nous dit doctement Marine Le Pen, et le même Rigault d'en rajouter : « je prends le pari que les suspects auront des noms à consonance maghrébine ». Si on leur fait remarquer que, s'agissant de Thomas, c'est un Français qui en a agressé un autre, Marion Maréchal a le mot de la fin : « Non, c'est un Français de papiers ».

Ces discours débouchent tous sur une conséquence logique, souhaitée, promue tant par les partis institutionnels, RN et Reconquête à mots couverts, que par les groupuscules sans le moindre filtre : l'affrontement violent. Marion Maréchal encore : « une guerre ethnique se met en place. Ce sont les prémices d'une guerre civile ». Louis Aliot (RN) : « un jour les citoyens se défendront eux-mêmes », l'éditorialiste Mathieu Bock-Coté : « vous savez désormais que vous êtes en danger chez vous, dans votre

maison. La tentation de l'autodéfense va se radicaliser ». Tous ces propos, et bien d'autres ont été tenus en quelques jours sur l'ensemble des chaînes d'actualité. Commentés et repris en boucle, ils ont servi de carburant à la ratonnade de Romans et aux rassemblements racistes et provocateurs qui ont suivis dans plusieurs autres villes. Comment s'étonner, dès lors, que ces actes n'aient été condamnés (quand ils l'ont été) que du bout des lèvres par ces mêmes Ciotti, Bardella, Le Pen et Zemmour.

Il faut dire que ces responsables du RN et de Reconquête seraient bien en peine de condamner les participants à ces actions violentes, tant les liens qui unissent les groupes nationalistes révolutionnaires ou identitaires à leurs partis sont étroits. On a beaucoup écrit sur la « Gud Connection » qui gravitait autour de Marine Le Pen, sur les contacts étroits des entreprises de communication de Frédéric Chatillon et Axel Loustau avec l'appareil électoral du RN. Jordan Bardella a beau jurer la main sur le cœur que tout ceci est du passé, les faits sont têtus, le groupe RN au Parlement européen continue, en 2023, à faire travailler des sociétés de communication appartenant à cette « Gud Connection ». Et si Chatillon et Loustau se sont retirés, après les manifestations du 6 mai 2023, de la direction de la principale d'entre elles E-politic, celle-ci reste dirigée par un très proche, Paul-Alexandre Martin.

Mais c'est du côté des organisations de jeunesse, Rassemblement National de la Jeunesse (RNJ) ou Génération Z, que cette interpénétration est la plus évidente. De nombreux collaborateurs d'élus RN, nationaux, européens ou locaux, proviennent de ces organisations de jeunesse. Passés par les mêmes universités, par les mêmes structures étudiantes que les militants des groupuscules, il est parfois bien difficile de faire la différence. Le syndicat étudiant La Cocarde, par exemple, est un vivier d'assistants parlementaires. Des membres de Némésis, du groupe fasciste parisien Luminis, très lié au GUD, des proches du groupe ultraviolent « Vandals Bezak » par exemple, peuvent être croisés dans les couloirs du Palais-Bourbon ou au Parlement Européen.

Le RNJ, dirigé par Pierre-Romain Thionnet, organise régulièrement des forums et des sessions de formation auxquels assistent de nombreux militants d'Action Française, du Gud, des Remparts de Lyon ou de Clermont Non Conforme, groupes violents locaux. Groupes qui n'hésitent pas à prêter leurs compétences lors d'actions de collage ou de tractage de la Cocarde ou du RNJ.

Du côté de reconquête, c'est autour de Damien Rieu, ancien dirigeant de Génération Identitaire, que l'on retrouve tous les contacts avec les groupes locaux qui se sont franchisés après la dissolution de Génération identitaire en 2021.

Dans ce cadre, les déclarations de Gérald Darmanin, qui a promis la dissolution de la « Division Martel », présentée comme la branche jeune du GUD et la

principale force organisatrice de la ratonnade de Romans, ainsi que de « deux autres organisations qu'il nommera plus tard », ne peuvent qu' à la plus grande vigilance, teintée d'un grand scepticisme. Nous avons déjà écrit ce que nous pensions de l'utilité de ces dissolutions (<https://gauche-ecosocialiste.org/interdictions-dissolutions-grande-confusion/>). Aujourd'hui, on ne peut pas non plus se contenter des indignations d'Éric Dupont-Moretti qui presse le RN « de se débarrasser des nazillons qu'il abrite en son sein ». Comme si cela lui était possible !

La notion d'ultra droite est décidément bien inutile, aujourd'hui encore plus qu'hier, pour tracer une frontière arbitraire entre des partis qui seraient d'une manière ou d'une autre « respectables » et des groupes qui seraient eux « dangereux ». Mais ne nous y trompons pas, c'est l'extrême-droite dans son ensemble qui est le danger aujourd'hui, qui doit être combattue en tant que telle et dans toutes ses manifestations, quels que soient celles et ceux qui les organisent et les soutiennent.

Camille Boulègue

ILS RÊVENT DE GUERRE CIVILE, CE SONT LES « ACCÉLÉRATIONNISTES ».

21 DÉCEMBRE 2023

La loi « immigration » votée le 19 décembre par la macronie, la droite extrême des Républicains et l'extrême-droite, bafoue l'ensemble des principes et des valeurs résumés par la devise « Liberté, Égalité, Fraternité ». Elle met en place un ensemble de mécanismes d'exclusion de droits sociaux, elle crée des divisions entre jeunes nés en France, elle alimente la désignation des étrangers comme boucs émissaires. En banalisant et en intégrant dans la loi le thème fondamental de l'extrême-droite, la préférence nationale, elle ouvre la voie à tous les débordements de haine. Elle renforce celles et ceux qui fantasment sur l'affrontement final entre les civilisations et les races.

En 2013, Alex Williams et Nick Srnicek publiaient le Manifeste pour une politique accélérationniste, appelant le mouvement écologiste à accélérer le capitalisme, le progrès technologique et l'automatisation des forces productives et à dépasser l'impasse dans laquelle se trouve l'imaginaire de la gauche. Le constat que dresse l'accélérationnisme est que les politiques actuelles sont incapables de générer les nouvelles idées qui permettraient de faire face aux menaces à venir : le dérèglement climatique, la destruction terminale de certaines ressources naturelles, tandis que la crise gagne en force et en vitesse et les mouvements altermondialistes se sont révélés impuissants. L'accélérationnisme intègre un élément normatif à sa critique. Il faut intensifier, accélérer, exacerber les dynamiques autodestructrices pour forcer le dépassement d'un système jugé dysfonctionnel. L'accélérationnisme propose d'accentuer les tendances auto-destructrices du capitalisme car pour reconstruire, il faut d'abord détruire.

Aujourd'hui, l'accélérationnisme demeure toujours aussi polémique et gagne en audience dans les milieux de l'extrême-droite « violente ». Ce terme a été récupéré par certains courants d'extrême-droite. Le propos n'est plus du tout anticapitaliste. La méthode est reprise (faire implorer un système sous le poids de ses propres contradictions), mais pas l'objectif politique. La cible c'est la société multiculturelle, dont les activistes d'extrême-droite cherchent à exacerber les clivages afin de déclencher une guerre civile raciale jugée inévitable et trouve un écho de plus en plus favorable. Le but serait-il de provoquer l'éclatement d'un conflit racial ouvert ? C'est en tout cas ce que préconise l'accélérationnisme dans sa version d'extrême-droite.

LES STRATÉGIES ACCÉLÉRATIONNISTES D'EXTRÊME-DROITE SE DÉVELOPPENT ET SE DIFFUSENT DANS LES ANNÉES 2010.

Elles sont loin d'être nouvelles. Dès les années 1980, James Mason, militant de l'American Nazi Party-National Socialist Liberation Front, prône dans son essai *Siege* un recours à la violence débridée pour provoquer un effondrement du système. L'idée est reprise par différents réseaux américains d'extrême-droite comme Iron March ou la Division Atomwaffen. Brenton Harrison Tarrant, responsable de l'attentat de la mosquée de Christchurch en 2019, intitule l'une des sections de son manifeste « Destabilization and Accelerationism: Tactics ». L'accélérationnisme d'extrême-droite trouve une certaine caution intellectuelle dans les théorisations successives de la notion. Nick Land lui-même fait la promotion de l'Ordre des neuf angles, un culte satanique néo-nazi affilié à la Division Atomwaffen.

LA STRATÉGIE ACCÉLÉRATIONNISTE SE PROPAGE HORS DU MONDE ANGLAIS.

En France, cette idée ne trouve pas vraiment d'écho, mais l'ouvrage, en 1999, de Guillaume Faye, *La Colonisation de l'Europe*, est un marqueur de cette obsession. Depuis l'extrême-droite radicale considère que cette guerre a commencé avec les attentats de 2015, et que la seule chance de survie, c'est d'accélérer le chaos et passer à la violence.

L'homme qui avait attaqué la mosquée de Bayonne, en octobre 2019, se revendiquait lui aussi de cette idéologie mais surtout de Brenton Tarrant, celui qui, en mars 2019, a tué 51 personnes et en a blessé 49 en attaquant deux mosquées de Christchurch, en

Nouvelle-Zélande. Il y a consacré deux pages dans son manifeste intitulé « Le grand remplacement ». Elle gagne en particulier la France en 2021, deux hommes associés à la mouvance accélérationnisme et soupçonnés de préparer des « actions violentes » sont arrêtés à Montauban (82). Et les forces de l'ordre françaises ne semblent pas à l'abri.

En juin 2023, sans s'en réclamer ouvertement, les mots du communiqué de presse du syndicat de police Alliance font nettement écho au projet accélérationniste de hâter, par un déchaînement de violence, l'effondrement d'une société honnie pour lui imposer un régime nouveau : c'est un appel au « combat » contre les « nuisibles » et les « hordes sauvages », « menace de sédition », dénonciation de la « chienlit que nous vivons depuis des décennies » et des « diktats d'une minorité violente »... La rhétorique a pour but d'exacerber les tensions dans un moment de crise. Le chaos pour rétablir l'ordre, là aussi.

L'ACCÉLÉRATIONNISME REBAT LES CARTES DANS L'EXTRÊME DROITE FRANÇAISE.

Adeptes de l'une des théories racistes radicales et des plus violentes du moment, les accélérationnistes ont vu dans la pandémie de COVID-19, les différentes mesures et restrictions sanitaires, ainsi que la peur, la confusion et les critiques environnantes, une occasion de renouer avec leurs traditions violentes.

Mais revenons sur une partie de la longue histoire de la famille politique d'extrême-droite comme acteur de la violence politique.

1962-1985. De la fin de la guerre d'Algérie et du démantèlement de l'Organisation Armée Secrète (OAS) à l'émergence électorale du Front national peut, pour ce qui concerne la violence, être imputable à l'extrême-droite. On voit, en métropole, des groupes activistes s'opposer physiquement aux « ennemis » communistes et gauchistes.

À partir de décembre 1973 et jusqu'en août 1983, surviennent une quinzaine d'actes violents dirigés contre les immigrés algériens (cinq morts au total et revendiqués par un « groupe Charles Martel »). Ce climat de violence raciste survient au moment où, à partir de mai 1974, le gouvernement français met en place une politique restrictive des flux migratoires. Durant la même période, le nombre d'actes antisémites et leur gravité augmentent, notamment les attentats à la bombe (rue Médicis en 1979, rue Copernic pour ne citer que deux...).

LE FRONT NATIONAL ET LES VIOLENCES D'EXTRÊME-DROITE

Il faut maintenant évaluer le rôle du FN sur le passage de l'extrême-droite à la violence, d'un côté, le FN « canalisera » les pulsions de violence et les détournera symboliquement vers le militantisme et le vote. (Les skinheads néo-nazis ont toujours eu des liens épisodiques avec le FN, du type : brève adhésion, collages d'affiches, service d'ordre).

Après la mort de Brahim Bouaram, en marge de son défilé annuel, le 1er mai 1995, le FN communiquera sur une soit-disante prise de distance définitive entre le FN/DPS et les groupuscules.

Entre le début de la décennie 1980 et la fin des années 1990 (qui se clôt avec la scission du FN en 1998, de nombreux actes de violence sont imputables à l'extrême-droite. Curieusement sous-étudiée, c'est la mobilisation violente des militants royalistes et celle des commandos anti-avortement qui est la plus importante en termes de nombre de mobilisations. La mouvance néo-nazie poursuit ses actions violentes physiques et symboliques (profanation du cimetière juif de Carpentras en 1990). La France se dote enfin d'un instrument de mesure de la violence xénophobe, raciste et antisémite, avec la loi du 13 juillet 1990, en le confiant à la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

LE CHOC DES ANNÉES 2000

Le tournant des années 2000 est important car, s'il marque une augmentation des violences, il correspond également à une des évolutions de l'extrême-droite, due en grande partie à la tentative d'assassinat du président Chirac par Maxime Brunerie, le 14 juillet 2002. C'est le début de la prédominance de l'idéologie identitaire contre la société multiculturelle, prônant une vision ethno-différentialiste et régionaliste de la société, redéfinissant ainsi l'adversaire principal : l'Islam et sa présence sur le sol français.

Il faut signaler qu'une autre mutation, à la suite de la dissolution d'un des organes des identitaires, les pousse à une réflexion de fond sur l'utilité de la violence politique. Le goût pour des actions militantes de choc n'a pas disparu : celles-ci sont conçues pour provoquer une visibilité médiatique maximale. La violence physique est pensée par les milieux nationalistes comme défensive et ce pour se protéger des antifascistes. La préparation physique fait son retour pendant les camps d'été mais dans les « lieux associatifs nationalistes » avec des formations à la boxe. C'est une évolution ou plutôt un retour aux fondamentaux de l'idéologie d'extrême droite en France déjà bien enracinée.

Pour l'extrême-droite, l'autre théorie possiblement complémentaire avec celle de l'accélérationnisme en France et ailleurs : c'est le « Grand remplacement ». Cette théorie conspirationnisme est introduite en 2010 par Renaud Camus. Il s'agit de substituer la population chrétienne et blanche française et européenne par une population non européenne. Ce qui provoquerait un changement de civilisation, et serait, selon lui, soutenue, voire orchestrée par une élite politique, intellectuelle et médiatique, qualifiée de « remplaciste ». Cette conspiration serait justifiée par idéologie ou par intérêt économique. L'expression « Grand remplacement » est utilisée pour dénoncer une supposée invasion migratoire.

En 2018, des youtubeurs d'extrême-droite comme Le Raptor dissident et Papacito lançaient la constitution d'équipes locales. La structure prend rapidement son indépendance et devient le groupuscule « Vengeance patriote ». Ce dernier diffuse la traduction française de Siege, en le présentant sur son site comme « l'ouvrage de référence d'Ironmarch et Atomwaffen Division » par son « approche terroriste et clandestine de la lutte contre le pouvoir ». Si le groupe n'a pas pour autant dérivé vers l'action terroriste, il témoigne d'un début d'introduction des références de l'accélérationnisme dans une extrême-droite française déjà chauffée à blanc depuis les attentats de 2015.

S'appuyant sur les chaînes d'info en continu, certains médias et les réseaux sociaux notamment X, l'extrême-droite se jette sur tout drame lui permettant d'imposer son imaginaire xénophobe. Le Web est pour eux, un puissant organe de propagande. Les vidéos facilitent la diffusion des idées radicales. Sans égard pour l'exactitude des faits ni même pour les victimes (comme Thomas à Crépol ou en 2022 à Paris la petite Lola), les responsables politiques d'extrême-droite et les groupuscules y trouvent l'occasion d'imposer leur grille de lecture identitaire, sécuritaire et imprégnée des deux théories évoquées plus haut.

Chez Reconquête, le terme de guerre civile est clairement assumé par Éric Zemmour et sa tête de liste de Reconquête pour les élections européennes, Marion Maréchal, affirme que la mort de Thomas est un francocide. Éric Zemmour a récemment partagé un visuel de la branche jeunesse de son parti, qui appelle littéralement au combat pour échapper au supposé « francocide ».

Comme souvent, les cadres du RN sont, en apparence seulement, un peu plus modérés. Ils posent en réalité le même diagnostic et multiplient les déclarations outrancières, tournant autour du terme de « guerre civile » sans le prononcer.

Alors que des dizaines de militants violents de groupuscules d'extrême-droite ont tenté de pénétrer dans le quartier de la Monnaie à Romans-sur-Isère, le RN, toujours en quête de notabilisation, entreprend depuis des années de se distinguer de ces militants violents, qui collaborent pourtant parfois avec des élus du parti de Marine Le Pen.

L'emballage de l'extrême-droite autour de Thomas n'a rien de neuf ni d'improvisé. Bien au contraire elle peut compter sur ses militants numériques aguerris. La stratégie est d'ailleurs bien rodée puisqu'elle consiste à sauter sur les faits divers les plus susceptibles de choquer l'opinion publique et de conforter un imaginaire xénophobe et anxiogène.

L'instrumentalisation d'un fait divers sert à lui appliquer des interprétations préexistantes. C'est bien cette logique que l'extrême-droite a suivie dans la

mesure où ses représentants ont déroulé une vision simpliste avant même que des éléments précis et contextualisés soient disponibles. Et c'est la même logique que celle qui s'était illustrée avec tant d'indécence à propos de l'affaire Lola, tout débat précis ayant été rendu impossible par une équation grossière entre présence d'étrangers et criminalité. À cette occasion, les cadres du parti Reconquête n'avaient pas hésité à rejoindre, dans une manifestation « pour les victimes » à Paris, le 21 octobre 2022, des militants de groupuscules particulièrement radicaux, comme Jean-Eudes Gannat, leader du groupe angevin l'Alvarium, dissous en 2021. Soucieux de paraître plus mesurés, les élus du RN ne s'y étaient pas rendus, malgré les nombreuses déclarations outrancières de cadres du parti.

Depuis l'affaire Lola, la mécanique de l'instrumentalisation a en tout cas été enclenchée à répétition, de l'agression d'une personne âgée à Bordeaux à l'attaque au couteau d'Annecy - quitte à retourner à la discrétion lorsque les faits ne collent plus, comme lorsque l'assaillant d'Annecy s'est révélé être évangéliste. Sur BFMTV, Éric Ciotti, patron du parti Les Républicains, a aussi refusé de condamner la descente des militants radicaux à Romans-sur-Isère et légitime ainsi cette paranoïa et la peur de « l'autre ».

LES DIGUES SE ROMPENT

L'historien Nicolas Lebourg estime que le principal danger de l'extrême-droite radicale reste « l'accélérationnisme ».

La persistance de la violence provenant de cette famille politique est une réalité quel que soit les liens avec le RN ou d'autres groupes plus radicaux. Fait relativement nouveau, la parole se libère chez les femmes notamment au sein de collectifs comme Nemesi ou encore au sein de l'association Parents Vigilants.

En effet, les féministes et les transgenres sont considérés comme une menace majeure et actrice du grand remplacement puisqu'elles sont responsables de la baisse des taux de natalité et de la diffusion de la théorie du genre. Tout cela fait partie d'une conspiration mondiale visant à exterminer la race blanche. Cette dimension apocalyptique proclamée fournit la justification de la violence, présentée comme de l'« autodéfense ». Il est important de souligner que le « Grand Remplacement » et le « Génocide blanc » ne se concentrent pas explicitement sur les nations mais sur la « race blanche ». Les extrême-droites violentes à orientation transnationale affirment que l'attaque contre la « race blanche » ne peut être contrée que si les « nationalistes » blancs coopèrent. La pensée identitaire s'est diffusée dans le champ politique, dirigée contre une catégorie de population dont la stigmatisation n'est plus l'entreprise de la seule extrême-droite. Dans la période, la violence, les démonstrations publiques et l'utilisation de faits divers sont issus de stratégies politiques théorisées des plus dangereuses pour notre démocratie. Les

groupes radicaux sont eux-mêmes une conséquence de la recherche perpétuelle de crédibilité du RN et de la politique menée par Macron (le fameux barrage) contre l'extrême droite. Edouard Philippe en a encore fait la démonstration en reprenant les arguments d'un racisme anti-blanc puisqu'en d'autres termes : la « race blanche » ne peut être sauvée que si tous les extrêmes-droites violentes, la droite réactionnaire travaillent et se battent ensemble.

Il est difficile aujourd'hui de ne pas avoir cette impression de vivre dans une dystopie cyberpunk. Les signaux d'alarme sont tous au rouge. Il est plus que temps de réagir et de s'organiser pour combattre ce fléau.

Camille Boulègue

VAINCRE LE FASCISME : LA STRATÉGIE DU « FRONT UNIQUE OUVRIER », D'HIER À AUJOURD'HUI

22 JANVIER 2024

Le groupe de travail sur l'extrême-droite de la Gauche Ecosocialiste lance une réflexion largement ouverte sur les formes de lutte unitaire à développer face à la montée l'extrême-droite. Dans ce cadre nous publions avec l'accord de son auteur cette note de blog déjà parue sur Mediapart le 19 janvier 2024. D'autres contributions seront publiées tout au long de l'année 2024.»

Interrogé par Mediapart sur l'avancée de l'extrême droite et le choix fait par son parti, le NPA, de proposer à LFI une campagne commune aux européennes de 2024, Olivier Besancenot appelle à la constitution d'un « front unique ». Membre de la IV Internationale, il emprunte l'expression à Léon Trotsky, penseur de la stratégie antifasciste du « front unique ouvrier ».

Publié en 2021 aux éditions de la librairie La Brèche (NPA), l'ouvrage « Comment vaincre le fascisme » rassemble des écrits de Trotsky, rédigés entre 1930 et 1933 dans un contexte marqué en Allemagne par l'ascension au pouvoir du parti nazi. En septembre 1930, les « nationaux-socialistes » deviennent la deuxième force électorale du pays, devant les communistes et derrière les sociaux-démocrates. En janvier 1933, Hitler est nommé chancelier. Pointant la menace de destruction des organisations du mouvement ouvrier (partis, syndicats, associations, journaux...) que fait peser la montée du fascisme, Trotsky argue de la nécessité d'adopter « des tâches, des alliances et des mots d'ordre spécifiques ».

FRONT UNIQUE OU FRONT POPULAIRE ?

Pour le théoricien de la révolution permanente, l'urgence dans l'Allemagne des années 1930 est à la mise en œuvre d'une stratégie « défensive » d'unité dans l'action de la classe ouvrière et de ses organisations. Point question ici d'élaboration d'un programme politique partagé. Trotsky insiste particulièrement sur la nécessaire indépendance des communistes, enjoins à poursuivre le projet révolutionnaire et avec, la critique du réformisme social-démocrate.

Le « front unique ouvrier » s'oppose en ce sens à la stratégie du « front populaire », alliance électorale et programmatique réformiste, passée par les communistes avec les sociaux-démocrates, mais également avec des composantes de la bourgeoisie (les radicaux en France). Il s'agit à l'inverse d'un accord pratique, passé « par le haut » entre les organisations

de la classe ouvrière, communistes et sociaux-démocrates, dans l'objectif de mener conjointement des actions de masse « par le bas », au sein de « collectifs ouvriers » (Soviets). L'enjeu est double :

1. Regrouper et organiser les forces militantes – partisans et syndicales – pour obtenir des victoires concrètes et immédiates ;

2. Garantir leur « auto-défense » (armée) réciproque, dans l'atmosphère de guerre civile que fait régner la SA – section d'assaut –, formation paramilitaire du parti nazi.

« MARCHER SÉPARÉMENT, FRAPPER ENSEMBLE »

Totsky résume l'esprit du front unique ouvrier avec les termes suivants : « marcher séparément, frapper ensemble [...] se mettre d'accord uniquement sur la manière de frapper, sur qui et quand frapper ». Comme mentionné précédemment, le front unique n'est pas pour autant synonyme chez Trotsky d'abandon d'une perspective de transformation politique et sociale. C'est une première phase « défensive », condition de la poursuite de « l'offensive » révolutionnaire. La mise en œuvre de la stratégie du front unique est en un sens une condition de réussite du projet révolutionnaire. Elle freine l'ascension du fascisme, favorise l'unité de la classe ouvrière et pousse les dirigeants sociaux-démocrates à devoir assumer leurs divergences.

Selon son auteur, cette stratégie ne saurait être mise en œuvre sur la base de mots d'ordres trop radicaux, qui ne correspondraient pas à la réalité des rapports de forces sociaux et politiques. Elle suppose également de renoncer à tout « ultimatum » pour permettre l'unité dans l'action du mouvement ouvrier. Au regard de la faiblesse d'une gauche traversée par des luttes pour l'hégémonie politique et des réflexes sectaires, le front unique ouvrier proposé par Trotsky résonne aujourd'hui avec d'autant plus de force.

Voici donc (très) synthétiquement résumée la filiation dans laquelle s'inscrit Olivier Besancenot lorsqu'il appelle dans les colonnes de Médiapart à un « front unique contre la droite et l'extrême droite », qu'il définit comme « une unité sur une démarche d'actions concrètes [...] pour incarner une alternative de masse ».

Quelles perspectives peut-on dès lors dessiner compte tenu du contexte de fascisation et de « l'état d'esprit de la classe exploitée, de sa combativité et disponibilité pour la lutte » ? Je me risque ici à quelques éléments de réflexions, en écho et dans le prolongement de la préface de « Combattre le fascisme », rédigée par le sociologue et spécialiste de l'extrême droite Ugo Palheta.

Tout d'abord, le contexte politique et social actuel invite à mettre à distance les analyses triomphalistes qui, trop aveuglés par la crise d'hégémonie de la bourgeoisie capitaliste, nient ou minimisent la possibilité du fascisme. L'heure n'est pas non plus au sectarisme mais à l'unité dans l'action voire dans les urnes. Son périmètre, dont les contours restent à définir plus précisément, doit s'étendre « à toutes les organisations et collectifs luttant contre les oppressions structurelles, de manière à bâtir [...] un bloc subalterne ».

Si on peut déplorer en ce sens l'état actuel de la Nouvelle union populaire écologique et sociale (NUPES), « l'union de la gauche » ne saurait être l'alpha et l'oméga de la lutte contre l'extrême droite. La NUPES a été et reste un accord programmatique et électoral « par le haut » qui, bien que plébiscité par la base, n'a pas su lui donner les moyens de sa mise en mouvement. Son échec, qu'on peut imputer en partie aux ambitions hégémoniques de la France Insoumise (LFI) met au défi les organisations révolutionnaires. Quand le fascisme menace, où doit s'arrêter leur indépendance vis-à-vis de potentiels alliés « réformistes » ? Certaines envisagent de se lier sur plan électoral avec LFI (NPA) ou choisissent

de se fondre dans le mouvement insoumis (GES, POI) quand d'autres se refusent à toute collaboration militante (RP). Dans les trois cas, leur capacité à mettre en mouvement par l'action les exploités apparaît très limitée.

La lutte contre l'extrême droite devrait dès lors passer et ce, dès à présent, par une mobilisation collective coordonnée nationalement par les partis et les composantes du mouvement social ; et déclinée localement, autour de mots d'ordres partagés et d'actions concrètes. Face aux difficultés d'imposer un front commun aux partis politiques et autres organisations du mouvement social, on peut regretter le désinvestissement par les militant·es révolutionnaires d'espaces plus autonomes d'engagement, comme ont pu constituer, par exemple, les « comités de lutte » locaux apparus au moment de la mobilisation contre la réforme des retraites.

La montée des actes de violence de la part des groupuscules fascistes et la répression d'Etat qui s'abat, avec plus ou moins de forces, sur l'ensemble des secteurs du mouvement social appellent aussi à ce que soit approprié plus largement l'enjeu de l'auto-défense. Sans se limiter à un « antifascisme de rue », la lutte contre l'extrême droite passe inévitablement par le renforcement et le soutien aux organisations « antifas », la constitution de collectifs unitaires locaux et la prise en charge collective des tâches d'auto-protection.

Pour finir, les retards accumulés en matière d'hégémonie culturelle et le déséquilibre des moyens engagés dans cette lutte – si l'on ne prend que l'exemple des médias – nécessitent de faire preuve d'inventivité pour créer de nouveaux espaces d'organisation, de formation, d'entraide et de sociabilité, dans une perspective inclusive et autogestionnaire, qui laisserait toute sa place aux premier·ères concerné·es (clubs de sports, cafés associatifs, coopératives de production, médias indépendants...).

Adrien Bidaud-Bonod

22 JANVIER 2024

De plus en plus vite, l'extrême-droite semble gagner du terrain sur l'échiquier politique, et prendre de la place dans la société. Face au capitalisme qui s'enfoncé dans ses propres impasses écologiques et sociales, cette même extrême-droite redouble d'efforts pour asséner ses idées, et elle n'en manque pas. Une de leurs principales obsessions ces dernières années a été la communauté LGBTI+. Des attaques armées contre des événements ouvertement LGBTI+ aux États-Unis, jusqu'aux manifestations et menaces contre ces mêmes genres d'événements en France, le climat actuel nous rappelle que nos droits ne sont jamais acquis et que la période de régression sociale que nous vivons touche bien plus largement que les retraites ou le travail.

Depuis 2017, les États-Unis voient sa population de mineurs transgenre augmenter significativement¹. En Californie par exemple, le nombre de diagnostics officiels de dysphorie de genre² des personnes de 6 à 17 ans était d'un millier en 2015, et monte à 3 000 en 2020. En 2021, ce sont 42 000 diagnostics dans cette tranche d'âge qui sont apposés dans tous les États-Unis. La démocratisation des termes et l'élargissement du discours sur les questions trans a très certainement son rôle à jouer, et ce ne serait pas un problème si la droite réactionnaire n'en faisait pas leur cheval de bataille.

En effet, l'un des combats bien connus de la droite extrême et réactionnaire aux USA est la « théorie du genre », et tout ce qu'ils y mettent : la transidentité, les cours d'éducation sexuelle, et plus largement tout ce qui ne présente pas une vision hétéronormée de la société. Ces dernières années particulièrement, les attaques se multiplient contre les Pride, les commerces ouvertement LGBTI+, et particulièrement les Drag Shows. Dans ces spectacles, les artistes caricaturent les rôles genrés et remettent en question les injonctions genrées, ils et elles sont donc une cible de choix pour l'extrême-droite, sous le prétexte de protéger les mineurs notamment. C'est par exemple le cas du gouvernement de Floride qui envoie même des agents étatiques observer ces événements de l'intérieur³.

Mais les États-Unis ne sont pas les seuls, l'Europe connaît aussi une présence de plus en plus violente de l'extrême-droite, dans les manifestations du mouvement social comme dans les événements touchant à des problématiques plus spécifiques. La France est elle aussi de plus en plus touchée, bien que des événements tels que les ateliers-lecture Drag ou les spectacles y existent depuis des années. L'engouement de l'extrême-droite contre ces représentations semble découler directement des mobilisations outre-Atlantique, et des groupes tels que la Manif pour Tous se sont emparés du sujet et ont à plusieurs reprises fait déplacer ou annuler des

événements⁴. Cette thématique leur permet de dérouler leur argumentaire transphobe et homophobe, sous prétexte de protection des mineurs qui ne devraient pas être exposés à des discours allant à l'encontre de la pensée hétéronormée.

Le Rassemblement National n'est pas en reste, de son côté. Lui qui depuis quelques temps prenait le parti de se poser comme défenseur de la communauté LGBTI+ face aux « agresseurs issus de l'immigration », démontre encore une fois de son plus hypocrisie et ses doubles discours. On retrouve encore aujourd'hui, en trame de fond, ce discours homophobe dans chacune de leurs sorties médiatiques. Il se pose comme défenseur des femmes, des personnes LGBTI+, comme couverture pour leur racisme en déposant des lois en ce sens à l'Assemblée nationale. Une de leur manœuvre favorite est aussi de désapprouver les décisions du gouvernement dans les médias pour ensuite voter les lois qu'il propose. Nous l'avons bien vu sur la dernière mobilisation des retraites, il y a une réelle dissonance entre leur discours et leurs actes. C'était pourtant les mêmes il y a quelques années qui défilaient avec la Manif pour Tous contre le mariage « pour tous », qui ont toujours utilisé les attributs féminins comme signifiant la faiblesse et l'infériorité, et qui n'hésitaient pas à représenter leurs adversaires politiques avec des traits « efféminés ». Le virilisme, le sexisme et la haine sont toujours présents, ce sont encore les idées défendues par leur camp politique même si de plus en plus d'effort sont fait pour le dissimuler.

Les groupes ultra-violents eux, ne le cachent même pas. Ce sont eux qui attaquent, au titre des mêmes idéaux, les événements LGBTI+ où sont parfois présents des enfants, sans distinction, et faisant parfois des blessés. Nous ne devons pas oublier que de tout temps, l'extrême-droite n'a pas hésité à annoncer sa défense d'un groupe minorisé pour taper sur un autre, ou sur le premier en même temps. Nous ne devons pas nous laisser bernier par des discours pseudo-progressistes qui cachent en réalité leurs idées réactionnaires, anti-sociales, homophobes, transphobes et racistes.

1. <https://www.reuters.com/investigates/special-report/usa-transyouth-data/>

2. *État de malaise, ici en rapport au genre qui ne correspond pas à celui assigné à la naissance. Symptôme principal utilisé pour diagnostiquer la transidentité.*

3. <https://www.tampabay.com/news/florida-politics/2023/03/20/desantis-drag-show-lewd-liquor-license-complaint-lgbtq/>

4. <https://www.mediapart.fr/journal/france/300123/horosur-les-drag-queens-l-extreme-droite-invente-une-nouvelle-menace-pour-les-enfants>

LA SOCIOLOGIE CONSIDÉRÉE COMME UN ART MARTIAL

Deux ouvrages rédigés par des chercheurs en sociologie, parus à la fin de l'année 2023, nous proposent des éclairages scientifiques mais aussi directement utiles pour comprendre analyser et éventuellement combattre le RN sur des terrains sur lesquels nous sommes pas habitués à le rencontrer.

Dans « A l'extrême-droite de l'hémicycle, le Rassemblement national au cœur de la démocratie européenne » (Editions Raison d'agir, Paris 2023, 285 p. 24 €) Estelle Delaine s'appuie sur les méthodes d'enquête de terrain et d'entretiens pour démêler cette apparente contradiction : comment le RN, europhobe ou, à tout le moins eurosceptique, réussit-il à se renforcer en utilisant tous les leviers mis à sa disposition par sa présence au Parlement européen.

Huit chapitres font le tour des différentes facettes de cet ancrage :

S'expatrier en nationaliste, ou comment les eurodéputé-e-s et leurs assistant-e-s réussissent à combiner le nationalisme doctrinaire avec la vie politique, intellectuelle et festive, cosmopolite de la « Bulle » bruxelloise.

Militer en technocrate, ou comment on passe d'un militantisme, même issu de Sciences Po à une posture de technocrate, valorisant la technicité, qui permettra de faire carrière.

Offrir une plateforme aux croisades conservatrices, ou comment un Parlement européen ouvert à « toutes les sensibilités » de la société civile permet de développer avec des alliés parfois inattendus les croisades les plus réactionnaires sans en avoir l'air.

- S'insérer dans l'Europe des nationalistes, ou comment le Parlement européen est devenu le lieu privilégié de la construction d'une internationale des droites extrêmes, au-delà des groupes officiellement existant, en multipliant les passerelles entre militants.

Gérer les rétributions du militantisme, ou comment, au-delà des affaires que nous connaissons tous, gérer la protection et le haut niveau de rémunération des fonctionnaires du groupe.

Incarner la vraie droite, ou comment tout faire pour ringardiser les partis conservateurs englués dans leur union traditionnelle avec les partis socio-démocrates, remettre en cause en permanence le « cordon sanitaire » tout en maintenant fermement les frontières entre les groupes.

Avoir une place de droit, ou comment utiliser la fonction parlementaire comme bouclier contre les attaques juridiques et faire reconnaître juridiquement la persécution politique en détournant les « principes fondateurs de l'Union ».

Enfin, rester ou quitter la « Bulle », ou comment l'institution autorise le vieillissement sur place et l'institutionnalisation des fonctions d'assistants et d'experts de l'extrême-droite, dans l'espoir de devenir élu-e à son tour.

Autre ouvrage essentiel, « Sociologie politique du Rassemblement national, enquêtes de terrain » est publié par les Presses universitaires du Septentrion, dans la Collection Espaces Politiques (octobre 2023, 328 pages, 25€) sous la direction de Safia Dahani et Estelle Delaine.

L'analyse se décline en trois grandes parties :

Les ancrages territoriaux, avec des études sur le vote RN de minorités ethno-raciales, l'engagement ponctuel d'une adhérente d'un département semi-rural, des études de cas dans le Sud-Ouest ou dans l'Yonne, ou « la valeur conjoncturelle du genre et de la classe dans un espace localisé du Sud de la France » afin de devenir une « leadeuse frontiste ».

Les militantismes, ici les chapitres portent sur les itinéraires de militant-e-s catholiques de la Manif pour Tous vers le FN, sur la place des enseignants au RN et sur les logiques d'un engagement a priori paradoxal : être gay et militant au FN.

Les élites partisans, qui étudie les cadres identitaires au FN, les inconstances partisans et les reconversions d'un parti à l'autre et, enfin, les processus discrétionnaires qui président au recrutement des assistants parlementaires, instruments de maintien d'un ordre strictement hiérarchisé au sein du parti.

Ces deux ouvrages sont une mine d'informations ordonnées selon des grilles un peu différentes de celles de nos habitudes militantes et sont ainsi extrêmement stimulants.

1. UN CAS D'ÉCOLE : LA DIFFUSION D'UN TRACT NÉO-NAZI.



Ce tract immonde a été distribué nuitamment en décembre 2023 dans les boîtes de la petite commune de Quissac, dans le Gard. Tract quasi anonyme, signé d'un fantomatique « Département d'éveil racial du peuple », le seul indice permettant d'en repérer sa provenance est le QR code qui y figure et qui renvoie au site « Démocratie Participative » animé par Boris Le Lay, blogueur fasciste réfugié au Japon pour échapper aux poursuites qui le menacent en France et dans d'autres pays d'Europe. Ce site présente d'ailleurs un mode d'emploi détaillé pour diffuser ces ordures de façon anonyme et « sécurisée ». Ce n'est donc pas la première fois que ce tract se retrouve dans les boîtes aux lettres, dans le Gard mais aussi ailleurs, notamment en Normandie, où 3 hommes ont été condamnés en décembre à des peines de prison avec sursis pour la diffusion de ce tract.

Le journal d'information rouennais, le Poulpe, détaille le parcours de ces militants et nous reprenons ici quelques-unes de ces informations.

« Depuis plusieurs années, Boris Le Lay inonde la toile de sa propagande nauséabonde. Notamment auprès d'un petit groupe de sympathisants, installé dans l'agglomération de Rouen, qui se baptise « Nid d'aigle », en référence à la résidence du dictateur nazi perchée à 1800 m d'altitude, en Bavière, sur un piton rocheux inaccessible.

Avant la mise en garde à vue de Simon P., de sa petite amie et de trois autres jeunes hommes, le groupuscule existait depuis environ dix-huit mois. Il se réunissait régulièrement au domicile elbeuvien de Simon P. « Au plus fort, on était huit, et là nous sommes deux », explique le jeune homme aux enquêteurs.

Ses membres, qui partagent tous une idéologie nationaliste, ont mis en place une cagnotte pour financer des achats en lien avec des actions de tractage, de tags à caractère nazi et de stickers en rapport avec l'affaire Lola, un dramatique fait divers largement instrumentalisé par la mouvance d'ultra-droite. L'argent collecté au sein du groupuscule a également servi à l'achat de matériel pour des bivouacs. »

L'enquête du Poulpe montre également les liaisons des membres du Nid d'Aigle avec les néo fascistes du GUD qui tentaient d'organiser des ratonnades lors du match France-Maroc :

« Face aux enquêteurs, Simon P. se montre particulièrement prolixe. Il révèle les noms des sept autres personnes qui, au maximum, ont composé la cellule. Parmi eux, Samuel D., fiché S pour « son appartenance à l'ultra-droite ». L'homme a été interpellé en décembre 2022, à Paris, quelques instants avant le coup d'envoi de la demi-finale de coupe du Monde France-Maroc.

Il faisait partie d'un groupe d'une quarantaine de personnes que la police soupçonne d'avoir voulu organiser une expédition punitive contre des Marocains. Renvoyé devant le tribunal correctionnel pour « participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre des personnes », il a finalement été relaxé à l'aune d'irrégularités de procédure.

Les investigations menées par la section de recherches de Rouen ont également permis d'établir que Simon P. et Anton R. étaient en contact avec Adrien D., rouennais, également interpellé et mis en cause pour les mêmes faits. Lors de son arrestation, il était porteur « de deux containers lacrymogènes, de gants coqués et de protège-tibias coudes et genoux ».

D'autres pièces à conviction, en revanche, permettent d'étayer le dossier sur l'idéologie nazie partagée et prônée par les protagonistes. Les perquisitions ont mis au jour de nombreux ouvrages, textes, tracts drapeaux qui laissent planer peu de doutes sur les références politiques des trois personnes poursuivies.

Brassard avec croix gammée, drapeau noir avec croix celtique ou croix gammée, drapeau des sudistes confédérés, stickers du parti Reconquête d'Eric Zemmour avec l'inscription « Vous n'êtes pas des faits divers, vous êtes victimes de francocide », autocollant Oust casual (un média d'extrême droite néonazi), autocollant « Oui aux clochers non aux minarets ».

Parmi les nombreux livres saisis, les enquêteurs tombent, au domicile de Anton R., sur Mein Kampf d'Adolf Hitler, Immigration : la catastrophe. Que faire ? de Jean-Yves le Gallou, un théoricien de l'extrême droite française.

Dans la chambre de Simon P. qui se présente comme « une petite main » du site Démocratie participative, les policiers saisissent Guerre civile raciale de Guillaume Faye mais aussi les Races humaines de Claude Nancy. Au mur, ils découvrent une carte punaisée aux différents endroits où des opérations de tractage antisémite ont eu lieu. »

On pourrait citer encore de nombreux passages de l'enquête du Poulpe qui démontre les liens de cette joyeuse bande avec leurs compères du Sud de la France et qui permettent de donner un peu de lu-

mière sur les modes de diffusion de ce tract, depuis plus d'un an.

Le 8 décembre, à Quissac plus de 200 personnes se sont réunies à l'appel de Michel Sala, député LFI, membre de la Gauche Ecosocialiste et de nombreuses forces politiques, syndicales et associatives pour dénoncer ces appels à la haine et cette propagande qui rappelle celle des années 40. Des initiatives communes regroupant notamment les maires des communes voisines sont envisagées pour lutter contre la banalisation de l'extrême-droite.

2. MOBILISATION UNITAIRE À POITIERS DÉBUT DÉCEMBRE.

Des fascistes armés attaquent le logement de camarades. Rassemblement le samedi 16 décembre, 10 heures, à Poitiers, Place du marché

Voici des extraits des communiqués de Sud étudiant et de Poitou populaire qui relatent les faits. D'autres réactions se préparent.

Un rassemblement est annoncé Place du marché à Poitiers le samedi 16 décembre.

les fascistes affirment leur volonté de terroriser:

<https://www.solidaires86.org/index.php/nos-syndicats/sud-education-et-recherche/>

« (...) hier soir, une petite dizaine de fascistes, dont 5 étudiants de SHA, 2 armés de bouteilles et de pavés de plusieurs kilos se sont rendus au domicile de nos camarades après une réunion de l'Action française ce jeudi. Un premier jette une bouteille, cassant un carreau, les autres crient, hurlent et menacent. Ils tentent d'enfoncer la porte à coups de pieds et menacent de

jeter un pavé dans l'appartement où sont présentes plusieurs amies pour une soirée. Pareil cette nuit. (...) »

<https://poitoupopulaire.fr/nuit-du-7-decembre-2023-attaque-violente-de-lextreme-doite-poitiers/>

Voilà maintenant deux nuits que des jeunes militants de Poitiers sont la cible d'attaques d'un groupuscule d'extrême droite en plein cœur du centre-ville. Ces jeunes sont ciblés par des groupuscules violents d'extrême droite en raison de leur opinion politique. (...) aujourd'hui à Poitiers, vous pouvez être réveillé en pleine nuit par des groupuscules d'extrême droite, armés de briques, tentant de briser la porte d'entrée de votre domicile. (...) Circonstance aggravante, il s'agit d'une opération préparée qui cible le domicile de militants, militantes et donc qui démontre qu'il existe aujourd'hui des groupuscules qui tiennent des fichages de citoyennes et citoyens, en raison de leurs opinions politiques.

(correspondant GES Poitiers)

Ce texte, signé par plusieurs membres du GT extrême-droite, a été rédigé après un débat en son sein sur la question de l'antisémitisme. Ce texte a été amendé et validé par le GT.

Il a pour but principal de redonner des éléments pour la formation et le débat dans nos rangs sur cette question importante. Les critiques qu'il recèle envers la gauche, et JLM en particulier, n'ont pas de vocation agressive ou polémique, mais servent spécifiquement à mettre en avant les difficultés rencontrées sur cette question et les prudenances nécessaires pour redonner à la gauche radicale toute sa place et toute sa légitimité dans le combat contre l'antisémitisme.

L'ANTISÉMITISME N'EST PAS UNE VIEILLE LUNE

« Un Juif passa un jour devant l'Empereur Hadrien (76-138 ap. JC). Le Juif le salua. L'Empereur lui demanda : « *Qui es-tu ?* » et l'homme répondit : « *Un Juif* ». « *Comment oses-tu m'adresser la parole ?* » hurla l'Empereur, et il ordonna que l'homme soit pendu. Un deuxième Juif passa par là et ne le salua pas.

« *Qui es-tu ?* » demanda l'Empereur. « *Un Juif* » répondit l'homme. « *Comment oses-tu ne pas me saluer ?* » hurla l'Empereur et il ordonna qu'il soit pendu.

Le conseiller de l'Empereur lui demanda : « *Quelle est ta logique ?* » Il répondit : « *Tu veux m'expliquer comment me débarrasser de mes ennemis ?* ».

Tout semble dit en quelques mots dans cette légende rabbinique du VI^{ème} siècle. La désignation du Juif comme ennemi et l'absurdité, l'irrationalité apparente du motif antisémite. Mais cette irrationalité n'est que superficielle et mérite d'être analysée.

L'ANTISÉMITISME EST UN RACISME

L'antisémitisme concilie deux caractéristiques en apparence contradictoires : la permanence et la capacité de mutation. Son socle de représentation est pérenne depuis près de deux mille ans. Mais ses expressions sont mutantes, multiformes, sans cesse renouvelées en fonction du contexte. Il est un racisme, car il est la résultante d'un processus d'essentialisation, de racialisation. L'hostilité ou la haine à l'égard des juifs s'exprime à travers de préjugés (ils sont riches, ils se tiennent tous, ils sont favorisés...), d'allégations, de représentations fallacieuses (déicides, empoisonneurs, assassins de petits enfants...), mais aussi, plus concrètement, selon les époques et les lieux, à travers de mesures discriminatoires, d'exclusions socio-économiques, d'expulsions, d'agressions verbales ou physiques, de meurtres ou de massacres, jusqu'à la volonté et la mise en place d'une « solution finale ».

Un autre élément rend sa définition un peu complexe : qui est la cible de l'antisémitisme ? Qu'entend-on par « juif » ? Une religion, un peuple, une « race », une communauté, une culture ? Jouant sur cette complexité, certains antisémites se défendront de tout racisme en disant « qu'on a bien le droit de cri-

tiquer une religion » ... mais on peut être, on a été..., victime de ce racisme en étant athée ou orthodoxe, en se présentant ou non comme « juif » en se sentant ou non relié ou non à une communauté ou à une simple pratique culturelle. Il s'agit, pour les antisémites d'assigner une identité, comme dans tous les types de racisme.

Dans l'intitulé de nombreux organismes, une distinction, une précision est faite entre le racisme et l'antisémitisme : Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (premier nom du Mrap), Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme (Licra), etc...

C'est un racisme car sa virulence, à partir de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, tient dans la conception du groupe juif comme déterminé biologiquement et socialement et s'incarnant dans la soi-disant « race juive ». Mais il n'est pas seulement un racisme, il en est une forme particulière. Son histoire remonte à l'Antiquité, ce qui lui donne une tonalité particulière. Surtout, il renvoie à une vision du monde dans laquelle les Juifs détiendraient une position de pouvoir qu'ils utilisent pour conspirer et subjuguer, alors que les autres racismes renvoient à des images ou à des positions d'infériorité ou de hiérarchie des races (cf. suprématisme blanc).

Ainsi, la question du « complot » est consubstantielle de l'antisémitisme, que ce soient par les Protocoles des Sages de Sion, ou les délires antivax, elle se décline autour des siècles avec de nombreuses variations qui tournent toutes des thèmes de « meurtre rituel », d'empoisonnement, de femmes sorcières, ayant pour objet de polluer, de vicier le sang des chrétiens et de s'assurer la maîtrise du monde. Comme l'écrit l'historien E. Debono : « pour un antisémite, tout s'explique par « le juif », tout ramène au « juif ».

Plus précisément, on peut distinguer deux grandes sources de l'antisémitisme :

L'antijudaïsme religieux. Il apparaît très tôt dans l'Antiquité, quand le monothéisme juif se heurte aux polythéismes dominants, notamment celui de l'Empire Romain. C'est à cela que fait référence la légende citée en exergue. Mais c'est à la naissance du christianisme que l'antijudaïsme se structure de façon pé-

renne. A la rupture du monothéisme, se superpose une nouvelle rupture, au sein même du judaïsme. Les chrétiens reprochent aux Juifs de ne pas reconnaître la nature divine de Jésus (il n'est pas le Messie) et de l'avoir fait, ou laisser mourir. Ils commettent ainsi une erreur littéralement impardonnable, qui les fera accuser de « déicide », en refusant la « Nouvelle Alliance » proposée par Dieu en remplacement de celle scellée initialement avec Moïse. Cela entraînera leur mise à distance de la communauté des chrétiens, par des mesures discriminatoires (les ghettos, les « juiveries », les interdictions d'exercer certains métiers) et des massacres, comme lors des première et deuxième Croisades, en Bourgogne et en Allemagne, notamment. L'antijudaïsme devient doctrinal au sein de l'Eglise catholique, le déicide est enseigné dans les catéchismes, jusqu'au concile Vatican II et perdure en tant que préjugé antisémite parfois de manière inconsciente (« Je ne sais pas si Jésus était sur la croix, mais je sais que, paraît-il, ce sont ses propres compatriotes qui l'y ont mis » J.L Mélenchon BFMTV 15 juillet 2020). Mais, de manière consciente et organisée, l'antijudaïsme chrétien occupe toujours une part de choix dans la littérature d'extrême-droite où l'on recense des centaines de publications plus ou moins confidentielles sur ce thème, sur de nombreux sites ou éditées par des maisons d'éditions parfois éphémères, mais parfois bien installées depuis des décennies, que ce soit dans le courant catho traditionaliste ou dans le courant Néo-nazi et Nationaliste Révolutionnaire, en France, en Europe et aux USA. (Voir à ce sujet les derniers articles de René Monzat dans Contretemps, qui dresse un catalogue ahurissant de cette littérature).

L'antisémitisme racial. Un tournant majeur s'opère en Europe au milieu du XIX^{ème} siècle avec l'apparition des théories pseudo-scientifiques autour de la notion de « race ». Illustration dans la France Juive d'Edouard Drumont : Un Juif converti fait peut-être un catholique de plus, mais pas un Juif de moins ». L'antisémitisme racialiste opère alors dans le champ de l'essentialisation, mais celle-ci n'efface pas la haine religieuse, elle s'y imbrique. Le Juif porteur du venin, de l'impureté raciale, empoisonne le corps social. Il est dangereux, non seulement pour la chrétienté, mais pour la pureté des peuples. Cette théorisation remonte, notamment à l'époque de l'Inquisition, où les lois de « Limpieza de sangre » (pureté du sang) empêchaient les juifs convertis d'avoir les mêmes droits que les catholiques, car impurs et corrompus, même après leurs conversions.

L'antisémitisme racial culmine avec le nazisme et ce que certains historiens appellent l'antisémitisme rédempteur : la cause de toute dégénérescence, politique, économique, sociale, culturelle, etc., tiendrait à la pénétration des Juifs dans le corps social. Il faut donc en finir comme l'on sait.

UN PHÉNOMÈNE STRUCTURÉ

L'antisémitisme fait système : du cliché sur la prétendue richesse des Juifs, sur le communautarisme,

le pouvoir supposé, jusqu'au meurtre, il y a un continuum. Comme l'écrit la sociologue Illana Weizman : « le fonctionnement est similaire à ce qui se produit dans un système patriarcal, au sein duquel, par exemple, une blague sexiste est une des nombreuses composantes dans une addition permissive, d'agresser ou de violer ». Au point le plus bas de la chaîne, l'antisémitisme est la petite calomnie du quotidien (« fais pas ton juif »), médiocre et répétée, et, à son paroxysme, c'est la Shoah.

Le système antisémite emprunte des caractéristiques propres en fonction des espaces et des époques. En France, il suit une chronologie dont on peut dater le début en 633, lorsque le roi Dagobert force les Juifs à se convertir ou à quitter son royaume... On pourrait citer de nombreux exemples de mesures discriminatoires, ou d'écrits antisémites (dont Voltaire n'est pas innocent) sous l'Ancien Régime, jusqu'à la Révolution française qui intègre définitivement les Juifs à la Nation, en 1791 (ce que semble d'ailleurs regretter Pierre Hillard, polémiste membre de Civitas).

Aux XIX^e et XX^e siècle, c'est une accélération importante, avec le développement de la composante raciale de l'antisémitisme à travers toute l'Europe, qui s'exprime à travers les ligues antisémites (Drumont et « la France Juive »), l'Affaire Dreyfus, les attaques contre Léon Blum, notamment au moment du Front Populaire (« Pour la première fois ce vieux pays gallo-romain sera gouverné par un Juif » Xavier Vallat à la tribune de l'Assemblée Nationale le 6 juin 1936), pour culminer sous Vichy.

Après-guerre, après la Shoah, l'antisémitisme ne trouve plus d'organe politique ou médiatique de masse pour continuer à s'exprimer publiquement. Il est cantonné aux publications quasi confidentielles de petites structures ou maisons d'éditions d'extrême-droite. Tout au moins ouvertement. Car la pensée raciale, antisémite, donc, se reconstitue autour des penseurs et théoriciens qui donnent naissance au GRECE et à la revue Nouvelle Ecole en France, à la nébuleuse d'Ordine Nuovo en Italie, et à d'autres groupes en Suisse et en Belgique. Les principaux théoriciens en sont Julius Evola en Italie, Dominique Venner et Alain de Benoist (Fabrice Laroche) en France, Jean Thiriart en Belgique... Ces courants de pensée, dont l'expression reste le plus souvent à la limite de la prudence, sont ceux qui irriguent les théories des groupes nationalistes révolutionnaires et identitaires encore aujourd'hui. Elle est aussi imbriquée de manière perverse avec toutes les théories négationnistes qui ont fleuri dans ce milieu à partir des années 1970/80.

Toutefois, ce n'est là que la pointe émergée de l'iceberg. L'antisémitisme du XXI^{ème} siècle a une réalité qui se décline en préjugés : en janvier 2022, une étude de la Fondation pour l'innovation politique note que : « quasiment un Français sur trois pense que les Juifs sont plus riches que la moyenne des Français, 26% pensent qu'ils ont trop de pou-

voir dans le domaine de l'économie et la finance et 24% qu'ils ont trop de pouvoir dans les médias ». Soit entre un tiers et un quart des Français, toutes classes sociales confondues, qui persistent à partager des préjugés antisémites, alors que les Juifs représentent environ 1% de la population de France. Quoi d'étonnant alors à ce que les passages à l'acte, depuis les injures et menaces sur les réseaux sociaux, jusqu'aux agressions physiques (y compris l'assassinat), en passant par les profanations de synagogues et de cimetières, les inscriptions racistes et les dégradations de commerces et restaurants continuent à être à un niveau élevé, encouragés par la propagande de Soral et Dieudonné.

La manifestation du 26 janvier 2014, « Jour de colère », qui regroupe plus de 17 000 personnes est l'occasion pour tous les groupuscules d'extrême-droite de se rassembler autour des slogans antisémites les plus orduriers et on voit de nombreux jeunes reprendre, en fin de cortège, la quenelle popularisée par Egalité et Réconciliation d'Alain Soral et par Dieudonné. C'est un tournant extrêmement significatif qui signe la remontée constante des actes antisémites, au cours des années 2010. Les délires complotistes réapparus à l'occasion du mouvement des Gilets Jaunes et des manifestations antivax reprennent en les modernisant toutes les vieilles images des Juifs empoisonneurs de puits, de manipulateurs à visée de contrôle du monde entier. Ce sont des figures au nez crochus qui réapparaissent sur certaines pancartes, et des personnalités supposées « juives » qui sont désignées comme responsables de tout ou partie de la pandémie et de ses conséquences. Ce phénomène n'est évidemment pas seulement français.

L'antisémitisme de la modernité remplace l'ostensible par ce qu'on appelle le « dog whistling ». Il n'est plus possible d'écrire aujourd'hui comme Céline, Brasillach ou Maurras. Les antisémites font appel au langage à double sens. Un simple petit coup de sifflet et les chiens se mettent à aboyer. Ce sont les jeux de mots de JM Le Pen (Durafour crématoire, la « fournée » d'artistes opposés au FN), le « qui ? » des antivax, les références à « la communauté que vous connaissez bien » et bien sûr tous les discours pseudo-historiques du négationnisme, du révisionnisme et de la réhabilitation de Pétain, dont Zemmour est coutumier. Ces messages codés sont compris par ceux à qui ils sont destinés et qui s'y reconnaissent parfaitement. Ils sont également décodés par ceux qu'ils visent et qui se retrouvent dans une situation de violence subie avec la grande difficulté de devoir expliquer au plus grand nombre que ces simples expressions cryptiques sont de terribles agressions.

UN NOUVEL ANTISÉMITISME ?

Aujourd'hui, à droite et à l'extrême-droite, dans les médias Bolloré, on tente de démontrer que le « vieil antisémitisme », celui dont on vient de démonter les ressorts, n'est plus que résiduel et qu'il est remplacé par un « nouvel antisémitisme » d'origine arabo-mu-

sulmane, qui serait devenu le vecteur principal de la judéophobie actuelle. C'est ce qu'exprime par exemple Elisabeth Lévy sur C News en septembre 2021 : « Il reste un peu du vieil antisémitisme français, sauf que celui-là il ne casse pas la gueule aux enfants juifs (...). Il n'est pas agréable, il fait des blagues de fin de banquet (...) mais il ne s'attaque pas aux Juifs. (...) Je ne connais pas un Juif qui ait quitté la France à cause du Rassemblement National. (...) Je connais beaucoup de Juifs qui quittent la France à cause de l'antisémitisme des banlieues ».

Ce tour de passe-passe dédouane l'extrême-droite de toute responsabilité dans les diverses formes de révisionnisme, de négationnisme, de la réhabilitation constante de figures politiques et littéraires de l'antisémitisme militant et de la Collaboration. Et, dans un mouvement de balancier, renvoie la charge de l'antisémitisme aux populations des banlieues, c'est-à-dire aux populations immigrées, majoritairement musulmanes. Il ne s'agit pas ici de dire que les stéréotypes antisémites sont étrangers aux populations musulmanes, ou plus largement immigrées. Ces préjugés s'ancrent sur les vieilles recettes habituelles du ressentiment (les Juifs sont riches, ils sont plus favorisés que nous...), ce qui peut donner des tragédies comme l'assassinat d'Ilan Halimi. Ils sont également renforcés par la pénétration, comme partout ailleurs des thèses soraliennes et des théories complotistes. Enfin, ils s'appuient sur les drames générés par le conflit Israélo-palestinien et les injustices et exactions dont sont victimes le peuple palestinien.

Ces trois vecteurs aboutissent à des tragédies comme les tueries perpétrées par Mohamed Merah, la prise d'otages de l'Hyper Cacher ou encore l'assassinat de personnes vulnérables au simple prétexte qu'elles étaient Juives.

Mais parler à ce propos de « nouvel antisémitisme », c'est masquer volontairement, comme l'écrit Nonna Mayer, la persistance et la pénétration des schémas antisémites traditionnels dans toutes les couches de la société et désigner une fois encore les mêmes boucs émissaires, Arabes, Noirs et pauvres. C'est enfin désigner la gauche comme principal vecteur de ce « nouvel antisémitisme ».

ANTISIONISME ET ANTISÉMITISME ? PRUDENCE !

Les tenants de la théorie du « nouvel antisémitisme » mettent également en avant l'idée que l'antisionisme serait devenu le nouveau nom de l'antisémitisme. Ce qui permet, à nouveau de déplacer la charge et, dans un même élan, tenter d'interdire toute critique des gouvernements israéliens.

Antisionisme est donc un mot à utiliser avec les plus extrêmes précautions. Le sionisme, c'est le courant idéologico-politique qui est né à la fin du 19ème siècle, en vue de l'établissement d'un foyer national juif en Palestine. La minorité juive de l'empire tsariste représentait environ 10 millions

de personnes en Russie, Pologne, Ukraine, Pays Baltes, Biélorussie, Moldavie, etc. Soumise à l'obligation de résidence dans des zones précises, à de nombreuses ségrégations, comme les nombreux clausus à l'entrée des universités et à l'interdiction de nombreuses professions, elle était de plus en butte à des nombreuses exactions et massacres, les pogroms. Plusieurs options politiques et idéologiques s'opposaient alors en son sein : l'émigration vers l'Europe de l'Ouest ou l'Amérique, qui a concerné environ 2,5 millions de personnes, ou la revendication, portée par le Bund, d'une identité juive fondée non sur la religion, la terre ou un critère racial, mais bien sur l'unité culturelle, la langue (le yiddish), le maillage social et l'insertion des revendications juives dans le combat ouvrier, révolutionnaire. La dernière option, c'est donc la longue lutte pour l'établissement d'un foyer national juif en Palestine et l'organisation, dès les dernières années du 19ème siècle, de départ de jeunes gens y établissant des premières structures agricoles. Le sionisme a été parcouru de nombreux débats internes et de nombreuses divisions organisationnelles, entre notamment une «gauche sioniste» proche de la social-démocratie européenne, qui sera la matrice des gouvernements israéliens et du mouvement des Kibboutz jusqu'au milieu des années 70 et une droite (dite «révisionniste») proche parfois de l'idéologie fasciste, qui sera à l'origine des groupes armés (Irgoun, Stern..) de 1947-48, puis du Likoud, avec un projet plus messianique, parfois politico-religieux et expansionniste. Avant la montée du nazisme et la IIème guerre mondiale, le Bund pouvait se définir comme «antisioniste» en cela qu'il s'opposait au projet d'émigration massive des Juifs d'Europe Centrale et leur assignait un rôle dans la lutte de classes et soutenait des revendications émancipatrices en Europe. Ce qui ne l'empêchait pas de collaborer étroitement avec les forces de la «gauche sioniste» dans les combats immédiats et, surtout, dans la lutte contre le nazisme, jusque dans son expression la plus terrible, l'insurrection du ghetto de Varsovie. Après la guerre, le Bund est quasiment détruit, tant par le nazisme que par le stalinisme. La création d'Israël est un fait, se qualifier alors d'«antisioniste» perd son sens et les courants de pensée politiques issus du Bund préfèrent alors se qualifier de «non sionistes», comme le font aujourd'hui les forces politiques de la gauche israélienne qui luttent contre la colonisation et prônent l'unité et la solidarité .

Après la 2^e guerre mondiale et la création d'Israël, «antisionisme» a bien souvent été utilisé comme cache-sexe par l'extrême-droite pour ne pas utiliser le vocabulaire «antisémite» et se camoufler dans un brouillard. Voir par exemple Soral, Dieudonné, etc.... et aussi tous les courants Nationalistes révolutionnaires, d'Ordre Nouveau au Gud, qu'il ne faudrait pas titiller beaucoup pour qu'ils se démarquent.

La confusion entre antisémitisme et antisionisme n'est pas uniquement alimentée par les antisémites. Elle l'est aussi par certains défenseurs d'Israël,

comme le CRIF, bien sûr, Alain Finkielkraut ou Manuel Valls. Crier, comme ils le font, à l'antisémitisme à chaque critique d'Israël est un piège qui renvoie au procédé antisémite d'assimilation de tout Juif à Israël.

Dans le camp anti-impérialiste, quelques confusions également : toutes les forces de la Résistance palestinienne, des plus nationalistes, des plus religieuses, aux plus marxistes ont utilisé ce concept, mais en y mettant des significations différentes. D'une part contre les politiques des gouvernements israéliens, contre les projets expansionnistes, les colonies, etc., et pour une solution à deux Etats, ou un état fédéral, ou binational, toutes les formules sont sur la table... jusqu'aux positions de ceux qui veulent la destruction pure et simple d'Israël et, comme la charte du Hamas, la destruction des Juifs.

Certaines organisations juives, liées à la gauche radicale, telle Jewish Voices for Peace aux USA, ou l'UJFP en France continuent à se qualifier d'antisionistes, car elles estiment que le processus de colonisation et d'annexion mis en œuvre par les gouvernements successifs de la droite israélienne représente la poursuite exacerbée du projet sioniste originel.

En résumé, il est très délicat, pour une force de la gauche internationaliste, de se définir «antisioniste», ce qui nécessite ensuite de très nombreuses précautions de langage et de nombreuses explications.

Il existe aujourd'hui un fait national israélien, une société civile israélienne, qui n'est pas seulement juive, qui est parcourue de nombreuses contradictions de classe, d'oppression de genre, de racisme en son sein et qui, par-dessus tout est aujourd'hui dirigée par un gouvernement d'extrême-droite colonisateur, promouvant l'annexion territoriale et un système d'apartheid. Être antisioniste, de but en blanc, n'a guère de sens si l'on ne précise pas, immédiatement, qu'évidemment, on ne souhaite pas la destruction de l'Etat d'Israël, ce qui, dans la réalité du monde d'aujourd'hui, serait alors, bien évidemment antisémite.

ET LA GAUCHE, INDEMNÉ ?

La gauche n'est pas, par nature, immunisée contre l'antisémitisme. Le mouvement ouvrier, depuis le 19ème siècle, n'est pas exempt d'importantes dérives. Il faut beaucoup de temps à la social-démocratie pour dégager une position claire à ce sujet. La formule bien connue, attribuée à August Bebel ou Friedrich Engels «l'antisémitisme, c'est le socialisme des imbéciles» montre bien à quel point le débat était profond et portait sur des thèmes connexes : soit les Juifs assimilés aux bourgeoisies nationales, dénoncés et combattus comme un secteur de pointe du capitalisme accapareur, soit les Juifs, pauvres, parfois étrangers ou marginalisés comme dans les empires russes et austro-hongrois, traités en parias et ne faisant pas partie des classes ouvrières nationales. Tous les thèmes perdurent jusque dans les années 30 et ont servi à nourrir aujourd'hui la rhétorique anti-immigrée.

Sous l'un ou l'autre angle de cette grille de lecture, dans le meilleur des cas, la lutte contre l'antisémitisme ne faisait donc pas partie de l'ordre du jour du mouvement social-démocrate. L'exemple de l'Affaire Dreyfus est éclairant, qui montre le très progressif basculement des grandes figures de la gauche intellectuelle et morale et la plus lente encore adhésion des diverses organisations du socialisme ouvrier français à la cause dreyfusarde et à la dénonciation de l'antisémitisme comme facteur de division de la classe ouvrière, de menace contre la République et contre la démocratie. C'est Jaurès qui exprime le mieux ce tournant fondamental. À l'exception de courants marginaux de l'anarcho-syndicalisme, ou porteurs d'un ouvriérisme mal compris, cette adhésion est demeurée majoritaire au sein de la gauche européenne.

Le mouvement communiste non plus n'a pas été épargné par la persistance de positions antisémites. Au sein du POSDR (le parti bolchévik) dont le Bund était une importante composante, le débat a longtemps fait rage sur la question des « nationalités » et le congrès de 1902, à propos duquel Lénine rédige « Que faire » tourne notamment autour de ces questions. Le nationalisme « grand-russien », combattu par Lénine, puis par Trotsky, a longtemps été le socle des déviations antisémites du stalinisme. L'accusation de « cosmopolitisme » portée contre de nombreux dirigeants bolcheviks lors des procès de Moscou, la liquidation dans les purges de 1937-38 des dirigeants du Bund réfugiés en URSS, ou, après la II^{ème} guerre mondiale, contre des anciens responsables des brigades internationales, dans les démocraties populaires, sans oublier le soi-disant « complots des blouses blanches » mettant en cause à Moscou, des médecins, tous ou presque d'origine juive, montrent bien quels ravages l'antisémitisme a causé dans les rangs du stalinisme.

AUJOURD'HUI ?

Certains clichés directement connotés à l'antisémitisme demeurent présents, y compris dans les rangs de la gauche « radicale ». Une étude de l'automne 2022 note, par exemple que 33% des répondants au sein de l'électorat JLM et 34% des proches de LFI estiment que « les Juifs ont trop de pouvoir dans le domaine de l'économie et de la finance ».

La persistance de ce signifiant antisémite a connu de nombreuses illustrations, notamment lors du mouvement des Gilets Jaunes : affiches « Macron pute à Juifs » ou mise en ligne de photomontages représentant Patrick Drahi, Jacob Rothschild et Jacques Attali entourant Emmanuel Macron, qui porte un brassard nazi où le symbole du dollar remplace la croix gammée, avec le slogan « En marche vers le chaos mondial », le tout sur fond de drapeaux américain et israélien. L'image est tirée du site d'extrême-droite Égalité et Réconciliation. Il est effarant que ce dernier montage ait pu échapper à la vigilance et se retrouver pour quelques heures sur les sites de camarades pourtant bien trempés dans la

lutte contre l'antisémitisme. Il faut aussi, hélas, noter quelques propos de JLM, qui, pris séparément, pourraient passer pour des facilités de langage, mais qui, ensemble, signalent au moins une absence de prudence sur le sujet : en 2013, à propos de Pierre Moscovici : « C'est un comportement de quelqu'un qui ne pense plus en français... qui pense dans la langue de la finance internationale », ou en septembre 2021 « l'ennemi n'est pas le musulman, c'est le financier ».

Sur un autre terrain, questionné sur l'antisémitisme de Zemmour en 2021 sur BFM TV, JLM déclare « M. Zemmour ne doit pas être antisémite parce qu'il reproduit beaucoup de scénarios culturels : on ne change rien à la tradition, la créolisation, Mon Dieu, quelle horreur... Tout ça ce sont des traditions qui sont beaucoup liées au judaïsme ». Double erreur d'analyse qui, dans un premier temps dédouane Zemmour de l'antisémitisme, alors que c'était le point central du débat (réhabilitation de Pétain, négationnisme, etc.) et, dans deuxième temps attribue au judaïsme et à ses « traditions » la matrice des positions réactionnaires, fascistes et antisémites de Zemmour.

La gauche aujourd'hui rencontre plusieurs difficultés à saisir la place de l'antisémitisme et à articuler la lutte contre celui-ci avec les autres formes du combat antiraciste.

La première de ces difficultés repose sur un double déni : le déni de la permanence de l'antisémitisme en tant que phénomène structurel et en tant que réalité concrète. « Tout ça c'est du passé », « il n'y a pas tant d'actes antisémites que ça », « tu es sûr que c'est une parole antisémite ? », « voyons, l'islamophobie a remplacé l'antisémitisme ». Et le déni du ressenti d'une partie importante de la minorité juive face aux crimes, agressions, actes terroristes et autres actes de moindre portée de ces dernières années. Nous n'avons pas été capable de prendre la mesure de ce phénomène et de ramener la gauche, radicale en particulier, à la place centrale qui aurait dû être dans la sienne dans la lutte contre l'antisémitisme, laissant ainsi l'ensemble de champ politique aux tenants du « nouvel antisémitisme », permettant même l'entrée si paradoxale du RN sur ce terrain.

Il faut dire qu'au sein de la gauche radicale, le débat a été singulièrement obscurci par les polémiques autour de la question de l'antisionisme, et de « l'instrumentalisation ».

Sur la question du conflit israélo-palestinien, l'assimilation des Juifs à Israël, tant par les instances communautaires que, symétriquement, par certains « antisionistes » représente une bascule argumentative qui consiste à déplacer les Juifs d'un statut de minorité ségréguée à travers les lieux et les âges à celui de représentants d'un groupe dominant et oppresseur, par confusion avec l'Etat d'Israël. Ce qui, en fin de compte, est essentialisant, simplificateur, et, par là même, antisémite.

Sans rentrer dans les détails, les travaux d'Houria Bouteldja relèvent de cette analyse : elle fait de l'antisémitisme un avatar de la question israélo-palestinienne, elle réduit l'antisémitisme à un positionnement sur l'axe sionisme-antisionisme et évacue totalement le fait qu'il est un produit historiquement idéologique européen.

Enfin, le débat sur « l'instrumentalisation ». Une conséquence de ces dénis des réalités juives au sein de la gauche est un retournement particulièrement grave : la récupération de la lutte contre l'antisémitisme par l'extrême-droite. C'est parce que la gauche radicale (et toute la gauche) se sont désinvesties, parce qu'elles considèrent l'antisémitisme comme un mal résiduel, que la droite et l'extrême-droite ont pu se prétendre les grands défenseurs des Juifs et pourfendeurs de l'antisémitisme en faisant oublier leur propre passé (voire présent...) antisémite et tout le reste de leurs positions racistes. Comme le note Illana Weizman, « l'une des victoires du système raciste est d'observer les différents groupes de victimes s'appuyer mutuellement sur la tête ».

Nos courants ont trop longtemps craint de nommer et d'affronter un antisémitisme islamiste ultra-minoritaire, par peur de l'instrumentalisation, de nommer un antisémitisme issu des couches populaires lors du mouvement des Gilets Jaunes, par peur de se démarquer et de s'isoler d'un puissant mouvement social.

QUE FAIRE ?

La gauche radicale doit alors accepter de revenir sur ses manquements récents. La transmission de la culture antifasciste, incluant l'élément fondamental de la lutte contre l'antisémitisme a été une donnée constitutive, du courant politique dont nombre d'entre nous sont issues dès sa formation dans les années pré 1968. Le film de Florence Joshua, Nous vengerons nos pères, montre la place qu'elle a eu dans l'engagement de nombreux fondateurs de la JCR et de la Ligue Communiste. Avec le temps, cette transmission en direction des nouvelles générations militantes semble s'être estompée et ce qui nous semblait évident peut sembler aujourd'hui dépassé. Il nous faut donc reprendre ce fil rouge de formation, en l'adaptant aux évolutions politiques.

Réinsérer l'analyse de l'antisémitisme d'aujourd'hui dans l'analyse plus vaste des oppressions racistes, comme nous l'avons fait dans nos « principes fondateurs » adoptés en juin 2023 : « Pour ce qui concerne le racisme, les manifestations et expressions de l'antisémitisme prétendument disqualifiées depuis la seconde guerre mondiale demeurent pourtant un facteur significatif de la violence raciste en verbe et en acte et un puissant agent de division. »

Développer l'élaboration politique et l'unité d'action par des échanges avec les structures telles que les Juives et Juifs Révolutionnaires ou les Juives et Juifs VNR qui envisagent leurs actions antiracistes dans une perspective intersectionnelle.

Il nous faut combattre le phénomène de « l'instrumentalisation », surtout ne pas laisser le champ libre à ceux qui veulent interdire à la gauche, en particulier radicale, l'intervention sur le terrain de la lutte contre l'antisémitisme. L'abandon de ce terrain, les confusions et les hésitations issues de nos rangs, favorisent le déplacement vers la droite de secteurs toujours plus nombreux de la jeunesse juive en France et notre disqualification politique et morale aux yeux d'une grande partie de la population. C'est en unifiant, au contraire, les luttes antiracistes, les luttes des quartiers populaires, sans jamais rien céder sur la question antisémite, que nous pourrions reconquérir cette place perdue.

Indications bibliographiques :

Delphine Horvilleur : Réflexions sur la question antisémite Ed. Grasset 2019

Illana Weizman : Des Blancs comme les autres. Les Juifs angle mort de l'antiracisme. Ed. Stock 2022

Robert Hirsch : La Gauche et les Juifs. Ed. Le Bord de l'eau. 2022

Thomas Vescovi : L'échec d'une utopie. Une histoire des gauches en Israël. Ed. La Découverte. 2021.

Enzo Traverso : La fin de la modernité juive. Ed. La Découverte 2013.

Alain Brossat, Sylvia Klingberg : Le Yiddishland Révolutionnaire Ed. Syllepse 2009

Marek Edelman, Hanna Krall : Mémoires du ghetto de Varsovie. Ed. Le Scribe/Liana Levi 1993

Maxime Rodinson : Peuple juif ou problème juif. Ed. la Découverte (textes assez anciens, années 1970).

Le blog des Juives et Juifs Révolutionnaires :

<https://juivesetjuifsrevolutionnaires.wordpress.com/>

René Monzat : articles sur le site de Contretemps

<https://www.contretemps.eu/litterature-antisemite-mythes-domination-juive/>
<https://www.contretemps.eu/survie-antisemitisme-chretien-antijudaisme-catholicisme-traditionalisme/>